

# ***l'Anti*capitaliste**

n°427 | 26 avril 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## **PRÉPARONS UN GRAND MAI 2018 CONTRE MACRON**

### **Dossier**

## **LA GRÈVE VIT**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

Le petit La Fayette de la réaction

Page 2

### **PREMIER PLAN**

NDDL: sauver la Zad, résister à l'État capitaliste

Page 3



### **ACTU POLITIQUE**

«Manifeste» du *Parisien*: le racisme n'a rien à faire dans la lutte contre l'antisémitisme

Page 4

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Petros Constantinou de Keerfa (Mouvements unis contre le racisme et la menace fasciste)

Page 12



Par YVAN LEMAITRE

## Le petit La Fayette de la réaction

**M**acron avait sans doute besoin de prendre de la hauteur, du moins à ses propres yeux... Il s'est envolé pour Washington avec dans ses bagages quatre ministres, la présidente du FMI, Christine Lagarde, le milliardaire Bernard Arnault... À peine arrivé, il a été accueilli à Mount Vernon, la demeure historique de George Washington où fut reçu, en son temps, La Fayette, « le héros des deux mondes » qui prétendait libérer l'Amérique lors de la guerre d'indépendance, peu avant la Révolution française. Macron, lui, prétend, au nom de l'Europe, donner des conseils à son « ami » Trump.

Pas dit que ça lui rapporte beaucoup de popularité de cirer les pompes à celui qui symbolise l'offensive réactionnaire dans le monde, le racisme, le chauvinisme et le sexisme, la xénophobie et la haine des migrantEs, le climatoscepticisme. Le narcissisme croit qu'en flattant son hôte c'est lui-même qu'il flatte, mais Trump n'a pas l'intention d'écouter les conseils de Macron. Ce n'est pas le fait que le président français se soit entendu avec Poutine, avant son départ, sur la nécessité de préserver l'accord sur le programme nucléaire de l'Iran qui va influencer Trump. Ce dernier a donné aux signataires européens jusqu'au 12 mai pour « réparer les affreuses erreurs » de l'accord. Et si jamais il décidait d'assouplir quelque peu les tarifs douaniers concernant l'acier et l'aluminium instaurés en mars dernier, Macron n'y sera pas pour grand-chose. L'Élysée a d'ores et déjà précisé que « ce n'est pas vraiment l'objet de cette visite, c'est une visite très politique ». Comprenez une opération de promotion sans importance. Interrogé sur la très réactionnaire et pro-Trump Fox News, Macron s'est flatté de sa « relation spéciale » avec Trump : « Nous sommes tous les deux des francs-tireurs anti-système. » Sans blague !

En l'occurrence, le franc-tireur ressemble à un courtisan soucieux de se faire reconnaître, et c'est bien le seul sens de cette visite mascarade. Macron vient chercher la reconnaissance du Boss pour avoir fait le job en Syrie avec les frappes aériennes, et pouvoir continuer à le faire dans leur guerre contre le terrorisme. Trump qui dit vouloir retirer ses troupes de Syrie y est tout disposé. Invité à s'adresser au Congrès, Macron prétendait y affirmer « la volonté de continuer à écrire l'histoire ensemble », traduit en clair, de participer au maintien de la domination des grandes puissances impérialistes occidentales.

Probable que les travailleurEs et la jeunesse ne l'entendent pas de la même façon...

## BIEN DIT

« La violence psychique a toujours été indissociable de la violence physique. Ce qui me semble nouveau c'est qu'elle est désormais une condition explicite, légale, managériale, prévue et théorisée, du fonctionnement d'ensemble du système. Là où la violence psychique relevait de l'exception, elle est aujourd'hui l'ordinaire. »

FRANÇOIS CUSSET (historien des idées), libération.fr, 20 avril 2018.

## À la Une

# Préparons un grand mai 2018 contre Macron

Depuis trois semaines maintenant, les cheminotEs sont en grève. Ils et elles ne sont pas seulEs à se mobiliser contre la politique de Macron : étudiantEs, salariéEs du privé, fonctionnaires, retraitéEs, migrantEs... Les jours qui viennent seront de nouvelles occasions pour amplifier et faire converger le mécontentement.

**A**lors que le gouvernement et la direction de la SNCF veulent nous faire croire que la grève des cheminotEs s'enlise et serait désormais presque inexistante, les cheminotEs, trois semaines après le début de leur mobilisation, tiennent bon et sont toujours massivement en grève.

### Un gouvernement fragilisé

Ils et elles ont été rejointEs par les étudiantEs, des salariéEs du privé, des agentEs du public comme on a pu le voir le 19 avril dernier. Et ce n'est pas terminé puisque dans les jours qui viennent, dans de nombreux secteurs, la mobilisation est à l'ordre du jour. Les éditorialistes de tout poil et les éluEs LREM peuvent répéter, sur toutes les ondes, que la convergence des luttes n'est pas à l'ordre du jour et n'a jamais existé, la journée de mobilisations du 19 avril prouve le contraire. En effet, elle a constitué un moment de rencontre important, dans la rue, des différents secteurs mobilisés, mais aussi dans des assemblées générales ouvertes ou co-organisées dans différents secteurs. La journée du 19 avril a été importante car elle a montré la volonté de porter des revendications communes contre la politique de Macron qui n'est faite que pour enrichir une minorité de la population au détriment de la majorité. Et pour éviter toute coagulation, le gouvernement sort la matraque, en particulier contre les étudiantEs. Vendredi 20 avril au petit matin, l'université Paris 1-Tolbiac a ainsi été vidée *manu militari*, faisant plusieurs blesséEs, dont l'un serait dans un état grave. Les étudiantEs des universités de Lyon, Strasbourg, Grenoble et Montpellier ont également subi

des attaques policières, ainsi que les manifestations du jeudi 19 avril. Cette violence est le signe que le gouvernement se sent fragilisé.

### Amplifier, converger

L'élément principal sur lequel les militantEs peuvent agir directement, c'est évidemment la convergence des grèves, des mouvements des différents secteurs et le dépassement dans les jours qui viennent des divisions et des blocages des directions syndicales confédérales. Il faut arriver à faire converger les mouvements de la jeunesse, des EHPAD, de la fonction publique, notamment de La Poste, des hôpitaux, des Finances

publiques et bien sûr des agents SNCF et, au-delà, des salariéEs du privé et des retraitéEs. Les points communs et les passerelles existent mais que la convergence ait effectivement lieu, il faut que les forces militantes se rassemblent consciemment, localement et nationalement, dans chaque secteur professionnel. Car nous n'avons pas, pour plusieurs raisons, un calendrier syndical à la hauteur, qui serait un point d'appui pour construire cette convergence. Mais dans les jours qui viennent, trois dates sont importantes et peuvent être des points d'appui pour amplifier le mécontentement et montrer un peu plus encore du début d'un



changement du climat politique : le 1<sup>er</sup> Mai, le 3 mai, date où une partie de l'éducation nationale mais aussi les finances publiques seront en grève, et le 5 mai, journée de manifestation contre Macron.

### Le «toute ensemble» pour faire dérailler ce gouvernement

Le véritable enjeu dans les jours qui viennent est d'amplifier le changement de climat politique qui commence à voir le jour. La convergence des luttes, des grèves ne doit pas se faire en terme de « solidarité » avec les cheminotEs, mais bien en termes de « toute ensemble », de plate-forme convergente pour la défense des services publics, contre les politiques d'austérité du gouvernement, faites de cadeaux au MEDEF et d'attaques contre les salariéEs.

Du côté des organisations politiques de gauche, l'appel à l'unité, initié par Olivier Besancenot et le NPA, autour des cheminotEs et de l'ensemble des services publics, rejetant les politiques antisociales du gouvernement, continue d'être un outil utile pour toutes celles et ceux qui luttent aujourd'hui. C'est dans le même état d'esprit, « marcher séparément, frapper ensemble », qu'un grand meeting unitaire est appelé le 30 avril prochain, place de la République, à partir de 18 heures, pour donner une tribune aux mobilisations qui se construisent actuellement et montrer que touteEs unis contre Macron nous pouvons gagner. Il y a urgence à regrouper syndicats, partis, et associations autour d'exigences communes, pour un rassemblement dans la durée, un tous et toutes ensemble, une grève générale pour faire reculer Macron.

Josephine Simphon

## NOTRE-DAME-DES-LANDES

### Sauver la Zad, résister à l'État capitaliste

Depuis le 9 avril, la Zad de Notre-Dame-des-Landes est devenue le terrain privilégié de la violence d'État. Face à cette répression, le mouvement d'opposition à l'aéroport tente de défendre un capital collectif.

**L**e gouvernement Macron semble être sur tous les fronts. Des chômeurEs aux étudiantEs en passant par les migrantEs, il multiplie les offensives contre toutes les résistances sociales et contre les plus fragilisés. Depuis le 9 avril, la Zad de Notre-Dame-des-Landes est devenue le terrain privilégié de sa violence. Droit dans ses bottes, il n'a pas hésité à

déployer une armada de policiers. Une répression qui aurait pu à tout moment basculer dans une tragédie. Les médecins qui travaillent sur place avec les « médocs » ont décrit, dès le quatrième jour de l'opération d'évacuation, une situation alarmante, avec plus d'une centaine de blesséEs. Aujourd'hui ils seraient environ 270, dont 10 blesséEs graves. Des plaies causées par des tirs de

grenades de désencerclement et particulièrement des flash-balls. 11 000 grenades auraient été lancées, 8 000 lacrymogènes et 3 000 explosives... des chiffres qui en disent long sur le niveau de répression.

### Hulot : vert kaki

Face à ce déferlement, la résistance n'a pas cessé et des milliers de personnes ont convergé sur place. Les comités venus de toute la France ont manifesté à nouveau leur soutien en multipliant les actions symboliques. C'est ce qui a notamment permis d'arracher une pause dans une situation intenable pour certains habitantEs, obligés de trouver des hébergements solidaires, leurs lieux de vies étant détruits.

C'est bien cette mobilisation massive qui a poussé le gouvernement à rencontrer une délégation de la Zad le 18 avril. Une rencontre qui

s'est toutefois transformée en mascarade de négociation présidée par le ministre fossoyeur de l'écologie Nicolas Hulot.

Après les reniements et reculs en tout genre face aux magnats de l'agriculture productiviste dont le plus récent est celui concernant l'emploi du glyphosate, Hulot s'est fait le chantre de l'ordre capitaliste en vert kaki. Il a non seulement salué ce qu'il appelle « la retenue des gendarmes », mais il aussi précisé, si on ne l'avait pas compris, qu'il ne fallait « pas confondre anarchie et écologie ». Sous-entendu : pas touche à la propriété du capital... La préfecture a rejeté en bloc la perspective d'un nouveau Larzac à Notre-Dame-des-Landes, et le gouvernement a maintenu son ultimatum d'évacuation. Une façon de montrer à l'opinion publique à quel point il peut mater tout le monde... jusqu'à quand ?



## Rome, mars 68: la bataille de Valle Giulia

Dans la seconde moitié des années soixante, ce sont les hippies, la mode beat, qui ont ouvert la voie suivie par le mouvement des étudiantEs contestataires. Les garçons et les filles protagonistes de la révolte beat, yéyé, se sont retrouvés dans les mouvements étudiants: «*Ils se sont rebellés contre les professeurs, les directeurs, les parents, la police; ils sont descendus dans la rue, ils sont passés de la chanson à l'action. D'autres attendent. En attendant, ils se sont laissé pousser moustaches et favoris*», écrivait Sergio Saviane dans l'hebdomadaire *l'Espresso* du 28 avril 1968. Parmi ceux qui attendaient, il y avait les très jeunes gens des collèges que l'écho suscité par les affrontements qui s'étaient produits à Rome entre étudiants et policiers à Valle Giulia, le premier mars 1968, avait poussés dans la rue.

Pendant le mois de février, dans la capitale, plusieurs facultés étaient en cours d'occupation, et il y avait eu des affrontements avec des étudiants fascistes. La faculté d'architecture avait été évacuée par la police. Le 1<sup>er</sup> mars, la manifestation s'était dirigée vers cette faculté et les étudiants étaient bien décidés à la reconquérir. La faculté était occupée par les policiers. Quand le cortège est arrivé, ils l'ont attaqué pour le disperser. Mais cette fois, au lieu de fuir, les manifestantEs ont réagi à l'agression. En utilisant des planches de bancs, des branches d'arbres, des pierres... les étudiantEs sont passés à l'offensive et ont réussi à rentrer dans leur faculté. Pleins du sentiment de satisfaction d'avoir entrepris, avec succès, la reconquête et d'avoir vaincu la peur d'affronter la police, leur appartenance au mouvement fut renforcée. Ce moment fut retracé dans une

chanson célèbre écrite peu après par l'auteur-compositeur Paolo Pietrangeli: «*Onze heure et quart devant la fac d'architecture/ il n'y avait pas encore raison d'avoir peur/ et nous étions vraiment nombreux/ et les policiers face aux étudiants/ ils ont empoigné les matraques et ils ont frappé comme ils le font toujours/ et à l'improviste il s'est produit/ un fait nouveau, un fait nouveau/ nous avons cessé de fuir.*»

Valle Giulia a marqué un tournant. Jusque-là le mouvement avait pratiqué la résistance passive face à la violence de la police. À Valle Giulia, les étudiantEs ont inversé la modalité de lutte: ils ont repris celle des « combattants de rue », des jeunes aux tee-shirts à rayures de juillet 1960, descendus dans la rue contre le néofascisme et le tournant à droite du gouvernement, ainsi que des jeunes qui avaient animé les affrontements de la place

Statuto, en juillet 1962 à Turin. Des manifestations populaires débouchant sur des affrontements avec la police n'étaient pas une nouveauté: la nouveauté, ce fut la façon d'occuper les rues et les places, et c'est ce qui a désorienté les forces de l'ordre. Un commissaire adjoint se lamentera dans *l'Espresso* du 12 mai 1968: «*les étudiants sont jeunes, ils portent des chaussures légères et ils courent comme des athlètes. Nos hommes ont un âge moyen d'environ 35-37 ans, ils portent de grosses chaussures, ont un équipement, et ils doivent donc faire un énorme effort pour suivre les cortèges.*»

Le mois de mars fut un mois où les occupations fleurirent: Lecce, Gênes, Turin, Florence, Urbino, Venise, Palerme... et puis, le 22 mars, l'université de Nanterre à Paris.

**Diego Giachetti, traduction Bernard Chamayou**

## Le chiffre

**2,86 millions d'euros**

*C'est le coût unitaire de chacun des missiles de croisière navals (MdCN) tirés par l'armée française lors de l'opération militaire menée conjointement en Syrie avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Même si peu de missiles ont été tirés à cette occasion, on mesure à quel point les injonctions à se serrer la ceinture au motif qu'il n'y aurait « plus d'argent dans les caisses de l'État » n'ont plus cours lorsqu'il s'agit de faire la guerre.*



## Agenda

**Lundi 30 avril, assemblée générale des établissements mobilisés du 93, à Saint-Denis.** À 18h30, à la Bourse du travail.

**Mardi 1<sup>er</sup> mai, manifestations dans toute la France.**

**Mercredi 2 mai, présentation du livre *l'Imposture Macron*, à Paris.** En présence d'Aurélien Trouvé et Pierre Khalfa. Organisé par Attac et la fondation Copernic. À 19h, espace « La Colonie », 128, rue La-Fayette, métro Gare-du-Nord ou Poissonnière.

**Samedi 5 mai, 1968-2018: les Mai des féministes, à Paris.** De 9h30 à 18h30, à la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 2, place Baudoyer, métro Hôtel-de-ville ou Saint-Paul.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## MIGRANT-E-S Des opposants soudanais torturés après avoir été expulsés par la France

*L'affaire avait déjà été évoquée par Streetpress, dans un article au titre évocateur: « Comment la France a livré des opposants politiques à la dictature soudanaise ». Le New York Times, dans une enquête publiée le 22 avril, vient de confirmer et d'étayer ces accusations: des demandeurs d'asile soudanais ont été torturés dans leur pays après avoir été expulsés par la France. À l'heure où Macron et son gouvernement entendent durcir encore un peu plus les conditions d'entrée et d'accueil des migrantEs, cette information est la fois révoltante et inquiétante.*

France, Belgique, Italie: selon le *New York Times*, ces trois pays européens auraient expulsé vers le Soudan des demandeurs d'asile alors que ces derniers avaient expliqué être des opposants au régime d'Omar el-Béchir fuyant les persécutions.

### « Je leur ai dit: "Ils vont nous tuer" »

Dans les trois pays, les autorités nationales ont même laissé des « officiels soudanais » conduire des interrogatoires dans des centres de rétention, « en l'absence de fonctionnaire capable de traduire les propos échangés ». En d'autres termes, les flics d'Omar el-Béchir, lui-même visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour génocide, crimes contre

l'humanité et crimes de guerre, ont pu tranquillement interroger des réfugiés, et délivrer ensuite leurs recommandations aux autorités françaises, belges et italiennes. 50 expulsions auraient eu lieu au cours des 18 derniers mois, et le *New York Times* a interviewé sept des expulsés, dont quatre demandeurs d'asile renvoyés vers le Soudan, arrêtés à leur arrivée, emprisonnés et torturés. L'un d'entre eux, dissident politique venu du Darfour expulsé de France à la fin de l'année 2017, a expliqué avoir été électrocuté et frappé avec des tuyaux en métal pendant dix jours, jusqu'à perdre conscience et être hospitalisé. Il précise avoir été menacé, avant son expulsion, par des officiers de police soudanais, devant des officiers de police français: « Je leur

ai dit: "Ils vont nous tuer", mais ils n'ont pas compris. »

### Trafic d'êtres humains

Les officiels interrogés par le *New York Times* ne confirment – évidemment – pas ces informations, mais plusieurs d'entre eux mettent en avant les supposées vertus de la coopération entre autorités de pays européens et autorités soudanaises: il s'agirait avant tout de lutter contre le trafic d'êtres humains et de renforcer les forces de sécurité soudanaises. Des vœux pieux lorsque l'on sait que, à l'instar de ce qui se passe en Libye, nombre de responsables soudanais, y compris des cadres des forces de sécurité, trempent allègrement dans ledit trafic, ainsi que le confirme le journaliste du *New York Times*: « D'après quatre

trafiquants que j'ai interviewés clandestinement durant mon séjour au Soudan, les services de sécurité demeurent étroitement imbriqués dans le commerce [d'être humains], avec des [officiels] recevant une partie des profits réalisés par le trafic. » Lorsque les premiers éléments de l'affaire avaient été révélés fin 2017, un mini-scandale s'était déclenché en Belgique, contraignant le Premier ministre à s'expliquer. En France, pas un mot. Gageons que les dernières révélations sur ces pratiques ignobles auront davantage d'écho et qu'elles permettront, à défaut d'obtenir des explications, de renforcer l'opposition à la nouvelle loi asile-immigration et aux politiques anti-migrantEs de Macron, Collomb et compagnie.

**Julien Salingue**

### Défendre un capital collectif

L'urgence était de stopper les destructions, donc de mettre un coup d'arrêt au cycle infernal des affrontements sur la zone. Et puisque l'injonction – brutalement appuyé – de l'État était: « déclarez-vous! » il fallait y répondre. C'est ainsi que le vendredi 20 avril, une quarantaine de dossiers individuels ont été déposés en préfecture. Ces dossiers avaient été, pour la plupart, préparés à l'avance. Mais les présenter était déjà céder à l'injonction d'une activité économique « individuelle », telle que la réclame l'État. Alors que toute activité sur la Zad est collective, et dépendante des autres collectifs de la Zad. C'est ce que les projets rendus publics par le mouvement démontrent: « Rusus molla » est une activité de culture de céréales (froment et sarrasin), de meunerie et de fabrication de galettes. Elle associe trois personnes, dont un ingénieur agronome et un artisan



crêpier, se rattache aux pôles « activités agricoles », « distribution » et « activité artisanales » de la Zad. Elle dépend en outre de la ferme de Bellevue pour le foin, de celle de Saint-Jean-du-Tertre pour le moulin... C'est que sur la Zad, le capital est collectif, et non une propriété individuelle. Ce que certains nomment les « communs ». La différence est fondamentale: l'objectif est que chacun vive, le moyen est l'entraide – à l'opposé du profit et de la concurrence de la « start up nation » version Macron. On comprend les réticences des zadistes à céder aux injonctions de l'État capitaliste! « Ils ont voulu nous enterrer, ils ne savaient pas que nous étions des graines », dit un proverbe mexicain. Nul ne sait si l'État interviendra de nouveau sur la Zad, ni avec quelle ampleur. Mais chacun sait qu'il s'agit réellement d'une zone à défendre, un zone porteuse d'espoirs.

**Sandra Cormier et Bertrand Achel**

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



**LOI ASILE-IMMIGRATION****Le F-Haine en rêvait, Macron et Collomb l'ont fait**

Sans suspens, et en l'absence d'une mobilisation digne de ce nom, la loi asile-immigration a été votée dimanche soir en première lecture par 228 votes pour, 139 contre et 2 abstentions.

**A**u mépris de l'avis unanime des organisations humanitaires et du Défenseur des droits, les députés macronistes et leurs affidés se sont congratulés d'avoir pondu une énième loi liberticide qui vient pourrir un peu plus la vie de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant les zones de guerre, les persécutions politiques et la misère.

**Une majorité à la botte**

Les tenants du vote Macron à l'élection présidentielle «pour faire barrage au fascisme» en seront pour leurs frais et pourront ravalier leurs larmes de crocodiles : le racisme et le fascisme ne se combattent pas dans l'isolement, mais dans les mobilisations, dans la rue ! Il n'est que de voir les visages radieux de Collard et de Le Pen dans l'hémicycle pour s'en convaincre. Car point n'était besoin pour eux de voter l'ensemble du texte dans une chambre hégémonique. Exprimant publiquement leur accord avec de nombreux articles, ils sont même allés jusqu'à voter avec LREM l'article 5 qui réduit à 90 jours la formulation d'une demande d'asile, dont on nous précise qu'elle ne pourra se faire que par internet... Pour une fois nous serons d'accord avec cet élu du PS lançant à la cantonade que «le ver était dans le fruit»... et depuis longtemps ajouterons-nous ! Car depuis un quart de siècle, qu'elles soient de droite ou «socialistes», les lois racistes et xénophobes se sont empilées, dans un sens toujours plus répressif, ouvrant un boulevard au Front national et à ses officines identitaires qui aujourd'hui sortent du caniveau qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

**Collomb complice des identitaires**

En toute impunité, quelques dizaines de fachos identitaires de «Defend Europe» (les mêmes qui affrètent en Méditerranée des bateaux pour faire la chasse aux migrantEs) ont ainsi organisé une action anti-migrantEs le week-end dernier au col de l'Échelle. S'ils sont peu nombreux, ils ont suffisamment de moyens pour louer des hélicoptères qui assureraient la logistique de leur misérable entreprise : rétablir une frontière physique entre la France et l'Italie, et empêcher les migrantEs de franchir celle-ci. Alors que les militantEs solidaires de La Roya citoyenne subissent une véritable persécution policière et judiciaire depuis plusieurs années, le pouvoir a délibérément laissé faire les fachos au prétexte bidon de parler d'eux leur ferait de la publicité ! Dès le lendemain, plus d'une centaine de militantEs de NoTav et des antiracistes françaisEs organisaient une manifestation au poste-frontière, débordant les effectifs de la gendarmerie, permettant à une trentaine de migrantEs d'entrer sur le territoire français. Nous nous en réjouissons et saluons cette détermination qui tranche avec la torpeur qui semble frapper la «gauche» à ce sujet.

**Une seule voie : celle de la mobilisation**

Face au vote de cette loi scélérate, face aux provocations de plus en plus pressantes des fachos, les antiracistes et les révolutionnaires doivent multiplier les initiatives. De nouvelles dates et de nouvelles manifestations vont être proposées par les collectifs de sans-papiers. Nous en serons. Dès maintenant, dans les assemblées générales de grévistes, il nous faut peser pour que le mouvement s'empare de ces échéances car il n'y aura pas de «nouveau mai» qui ne soit pas internationaliste. Les collectifs de sans-papiers et de migrantEs batront le pavé avec nous le 1<sup>er</sup> Mai... Un vrai «TouT'Es ensemble» serait le bienvenu !

Alain Pajolat

MACRON PRÉSIDENT DES RICHES!!!



CHARMAS

# Le racisme n'a rien à faire dans la lutte contre l'antisémitisme

«MANIFESTE» DU PARISIEN

Une ignominie. Difficile de qualifier par un autre terme le «Manifeste contre le nouvel antisémitisme» publié dans le Parisien le dimanche 22 avril. Un texte qui réussit le sinistre exploit, au nom de la légitime lutte contre un racisme avéré, de mettre en concurrence les victimes du racisme, de stigmatiser les musulmanEs et de recueillir, parmi les plus de 250 signatures annoncées, celles de racistes, xénophobes et/ou islamophobes patentés.

**L**a lutte contre l'antisémitisme est une question trop importante pour être laissée aux racistes : telle pourrait être la morale, à première vue paradoxale, qu'inspire l'appel publié par le Parisien. Car si l'antisémitisme est un fléau qui, de l'attaque de l'école Ozar Hatorah à Toulouse à la prise d'otages sanglante de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, peut aller jusqu'à tuer, ou figurer parmi les causes de violences ou brimades commises contre des personnes identifiées comme juives, il est illusoire et même dangereux de penser qu'il pourrait être combattu par des initiatives telles que ce «Manifeste».

**Hierarchie des racisms**

«La dénonciation de l'islamophobie – qui n'est pas le racisme anti-Arabe à combattre – dissimule les chiffres du ministère de l'Intérieur : les Français juifs ont 25 fois plus de risques d'être agressés que leurs concitoyens musulmans.» Par cette phrase, l'appel assume une posture de division et de mise en concurrence des racisms. Une posture à laquelle il est inutile de répondre en se lançant dans une bataille des chiffres, qui reviendrait à participer à cette mise en concurrence, et à nier cette vérité pourtant évidente : les racisms, qu'ils soient anti-Roms, anti-juifs, anti-Noirs, anti-Arabs, anti-musulmans, se nourrissent entre eux, tant ils sont partie prenante d'une même vision



DR

du monde faite de séparation, de classement, d'oppression, d'exclusion. En hiérarchisant les racisms, au moyen de chiffres et de formules outrancières («une épuration ethnique à bas bruit»), le «Manifeste» hiérarchise de facto les luttes antiracistes, en laissant entendre qu'il y aurait un racisme principal et des racisms secondaires, et que la lutte contre le premier justifierait de relativiser les seconds, voire de les nier. Ainsi que l'a souligné Dominique Vidal dans une réponse à l'appel, publiée sur Mediapart, «hiérarchiser les racisms, c'est tomber dans le racisme. Et hiérarchiser le combat contre le racisme, c'est le saboter.» On comprend dès lors pourquoi on retrouve parmi les signataires, entre autres, Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, Laurent Wauquiez, Christian

Estrosi, Éric Ciotti ou Alain Finkielkraut, qui auraient très probablement éprouvé les pires difficultés à signer une tribune dénonçant à égalité toutes les formes de racisme.

**Stigmatisation des musulmanEs**

Et ce n'est pas tout. Le «Manifeste» a sa logique propre, qui ne se limite pas à contester le statut de victimes aux musulmanEs, mais qui les rend en outre responsables du «nouvel antisémitisme». Dans la dernière partie du texte, on découvre ainsi une interpellation de «l'Islam de France», sans plus de précision, sommé d'«ouvrir la voie» dans le combat contre l'antisémitisme. Comme l'a relevé Claude Askolovitch dans une critique au vitriol de l'appel publiée sur Slate.fr le

22 avril, «le manifeste rend [ainsi] responsable chaque musulman de la violence de quelques-uns». Difficile en effet de ne pas avoir la désagréable impression que, sous couvert de dénonciation du djihadisme, les signataires de l'appel considèrent que les musulmanEs sont davantage comptables de l'antisémitisme que le reste de la population...

L'antisémitisme de l'extrême droite est d'ailleurs à peine évoqué, sans même parler des tentatives de réhabilitation de Maurras et Céline, ou du révisionnisme d'un Éric Zemmour défendant la thèse selon laquelle Vichy aurait protégé les Juifs français. La gauche radicale est, en revanche, directement attaquée : elle aurait «trouvé dans l'antisionisme l'alibi pour transformer les bourreaux des Juifs en victimes de la société». Un amalgame lamentable, que nous avions récemment eu l'occasion de dénoncer après les déclarations du président du CRIF lors de la «marche blanche» en hommage à Mireille Knoll. Une confirmation que ce «Manifeste», quelles que soient les intentions de certainEs de ses signataires, s'inscrit dans des logiques instrumentales, identitaires et exclusives, celles-là même qui forment la matrice de tous les racisms, y compris l'antisémitisme, et renforce les phénomènes qu'il prétend combattre.

Julien Salingue

## FACE À L'AUSTÉRITÉ Début d'une mobilisation commune du spectacle et de la culture

Jeudi 19 avril à Paris, les secteurs du spectacle et de la culture manifestaient ensemble derrière une banderole «Toute la culture est dans la rue». Le cortège, constitué de syndicats d'artistes, de travailleurEs du spectacle, des musées et des administrations de la culture, comptait plusieurs centaines de manifestantEs.



© TWITTER CGT CULTURE

théâtres de Béthune, Grenoble, Valence... Là encore, il s'agit d'exiger des choses essentielles comme l'arrêt de la dégradation des conditions de travail, l'arrêt du management pathogène et le respect des instances représentatives du personnel. Les travailleurEs de la post-production dans le cinéma étaient aussi en grève

ce 19 avril pour la troisième journée. Quand on sait la difficulté à se mettre en grève dans un secteur où les équipes sont très petites, et en lien étroit avec leur employeurs directs avec lesquels elles ne sont souvent pas en conflit, les taux de grévistes sont impressionnants et encourageants.

**Construire les convergences**

Face à tout cela, on n'a qu'un mot à la bouche : la convergence, rendue plus que jamais nécessaire par la violence des contre-réformes. Convergence bien sûr entre le spectacle et la culture, mais convergence avec les cheminotEs, les étudiantEs, et touT'Es les travailleurEs en ce moment mobiliséEs contre les attaques dans leurs secteurs. Ne pas les laisser seulEs, c'est s'assurer que nous non plus, nous ne serons pas seulEs. Se dessine désormais la perspective d'une grande AG, préparée très en amont, le 17 mai. C'est bien tard, et l'on peut regretter que la réunion du 19 avril n'ait pas été cette grande AG, organisée des semaines à l'avance, avec des conférences de presse, actions, tractages. Mais puisque décision est prise de construire vraiment cette date, et ce au-delà de la région parisienne, saisissons nous-en et faisons-en une grande réussite en allant d'ici là au contact de nos collègues.

Marie

# ÉLECTIONS EN TURQUIE La droite, l'extrême droite, toujours plus à droite

Moins de deux semaines après la première annonce d'Erdogan, le partenaire de sa nouvelle «alliance» (ou plutôt son complice), le leader du parti nationaliste d'extrême droite MHP Bahçeli, déclarait qu'il devrait y avoir des élections anticipées pour la présidence et le Parlement. Immédiatement après, la nouvelle date des élections était annoncée : le 24 juin, soit deux mois plus tard. MHP et AKP (le parti d'Erdogan), sont dans une relation très étroite depuis quelque temps maintenant, après avoir formé une sorte de coalition appelée «cumhur ittifaki» (Alliance publique). Ce nouveau front nationaliste est aussi le principal défenseur de la guerre à Afrin au nord de la Syrie et de toute la rhétorique ultra-nationaliste déversée sur le pays.

## Une économie qui se porte mal

Alors que la date des élections est déjà fixée, il n'y a toujours pas de législation sur la façon dont elles seront organisées. Par exemple, on ne sait toujours pas comment quelqu'un peut être candidat à la présidence. Pour être candidat, une personne a en effet besoin de 100 000 signatures, mais il n'y a toujours pas de réglementation législative sur la façon de recueillir ces signatures, que ce soit par l'intermédiaire d'un notaire ou simplement par des signatures sur un formulaire, etc. Pourquoi Erdogan a-t-il décidé une date d'élections si proche ? Il y a beaucoup d'avis différents à ce sujet. Premièrement, il est évident que l'économie du pays ne va pas

Le 6 avril, Erdogan affirmait publiquement aux cadres de son parti qu'il n'y aurait pas d'élections anticipées et que les élections auraient lieu en mars 2019. Avant de se dédire.



bien. En mars 2018, la livre turque a été la monnaie qui a perdu le plus de valeur par rapport au dollar US parmi les devises des économies émergentes. Cette perte de valeur s'est même accélérée en avril. La bourgeoisie turque dépend fortement de la dette extérieure et les taux d'intérêt pour les capitaux étrangers deviennent de plus en plus élevés. La dette extérieure du secteur privé a atteint 247 milliards de dollars US, parmi lesquels 123 milliards sont à court terme, ce qui signifie qu'ils doivent être payés rapidement, alors que la monnaie est faible et que les taux d'intérêt de la dette extérieure deviennent plus élevés. Cela crée un grand risque pour les capitalistes. Au cours du dernier mois, on a commencé à entendre des informations

au sujet de capitalistes, de plus en plus nombreux, vendant leurs avoirs (ou une partie de leurs avoirs) et envoyant leur argent à l'étranger par divers subterfuges. Récemment, un travailleur s'est immolé devant le Parlement en criant «Je ne peux pas joindre les deux bouts.» Et ce n'est pas un exemple isolé : dans les journaux, on peut trouver des nouvelles concernant des travailleurs qui se suicident, souvent à cause de misère économique. Mais malheureusement, il n'y a pas de véritable alternative politique en Turquie pour exprimer les revendications et les griefs de ces travailleurs.

## Contexte ultra-nationaliste

Il est donc clair que l'AKP veut organiser les élections avant que les

effets de la crise économique ne s'amplifient. Avec la guerre à Afrin, l'AKP et son nouveau partenaire MHP ont créé un environnement extrêmement nationaliste dans le pays. Pendant l'opération militaire, toutes les chaînes de télévision utilisaient des animations photo et vidéo pour montrer la guerre d'une manière esthétique. Lors d'une émission d'actualités télévisées, une animation de char militaire est même entrée dans le studio et a tiré des munitions à l'intérieur. La propagande guerrière atteint donc des niveaux jamais vus auparavant, afin de créer une mobilisation nationaliste parmi le public. Et malheureusement, le pouvoir a réussi, et le soutien à la guerre parmi l'opinion publique est plutôt élevé. Et même si de nombreux sondages électoraux montrent qu'ils n'ont pas réussi à transformer autant qu'ils le souhaitent cet appui à la guerre en soutien à la présidence d'Erdogan, celui-ci semble vouloir organiser les élections avant que l'atmosphère créée par Afrin ne disparaisse. Malheureusement, ce cirque militariste ne peut pas être contesté par une alternative de gauche forte. Il semble qu'il n'y aura pas non plus de candidat de gauche aux élections, qui puisse faire campagne pour les revendications de la classe ouvrière ou utiliser ces élections comme possibilité de faire de la propagande et construire une alternative politique et la paix.

Correspondant, traduction Henri Wilno



## Le monde en bref

### Gaza 40 morts depuis le 30 mars

À Gaza, les vendredis se suivent et, malheureusement, se ressemblent. Les Palestiniens, dans le cadre de la «grande marche du Retour», continuent de se rassembler par milliers à proximité de la «frontière» avec Israël. Et invariablement, les soldats israéliens tirent à balles réelles, blessant et tuant des manifestants. On dénombre ainsi pas moins de 40 morts et 4 900 blessés depuis le 30 mars... Dans un communiqué au titre explicite («Gaza : des blessures par balle inhabituelles et dévastatrices»), publié le 19 avril, l'ONG Médecins sans frontières rapporte avoir traité davantage de patients en trois semaines que durant toute l'année 2014, qui fut pourtant le théâtre de l'offensive israélienne dite «Bordure protectrice». Le personnel de MSF fait état «de blessures dévastatrices d'une sévérité inhabituelle, extrêmement complexes à soigner et qui laisseront de lourdes séquelles à la majorité des patients» et explique que «chez la moitié des 500 victimes de tirs [...] prises en charge, la balle a littéralement détruit les tissus après avoir pulvérisé l'os», ce qui semble impliquer que l'armée israélienne utilise des balles explosives.



De son côté, l'État d'Israël prétend – comme à son habitude – que ses soldats ne font que «se défendre», sans avoir pourtant pu prouver que les manifestants visés étaient armés, et alors que photos, vidéos et témoignages confirment que les snipers tirent sur des civils désarmés qui ne représentent aucune menace. Et pendant ce temps, la «communauté internationale» lance des «appels au calme», demande la «fin des violences», et Israël peut continuer ses agissements criminels en toute impunité.

### Kaboul Attentat meurtrier revendiqué par l'État islamique

Dimanche 22 avril, un kamikaze s'est fait exploser à Kaboul devant un centre d'enregistrement pour les élections législatives prévues le 20 octobre prochain. Selon un bilan officiel, l'attentat aurait fait 57 morts et 120 blessés. Un véritable carnage, revendiqué par l'État islamique, qui fait suite à deux autres opérations armées conduites contre des centres d'inscription quelques jours plus tôt. Après la série d'attentats qui avait fait plus de 150 morts au mois de janvier, le niveau de violences ne retombe pas dans un pays ravagé par plus de seize ans de guerre et d'occupation militaire depuis les bombardements initiés, en octobre 2001, par l'administration Bush et ses alliés occidentaux au nom de la «lutte contre le terrorisme». Comme en Irak, l'intervention militaire n'aura fait que générer le chaos et nourrir les groupes terroristes, en position d'empêcher la tenue d'élections législatives organisées par un régime fantoche et dépendant de l'appui US. À l'heure où certains prétendent que des bombes françaises, britanniques et US pourraient apporter la paix en Syrie, tandis que d'autres se félicitent que la Russie de Poutine débarrasse la Syrie des «terroristes», la situation de l'Afghanistan est une leçon de choses. Et la population afghane est prise au piège, ainsi que le souligne la dépêche AFP relative au dernier attentat : «Beaucoup d'Afghans souhaitent se débarrasser d'un Parlement jugé paresseux et corrompu, dont le mandat a expiré depuis trois ans. Mais ils redoutent plus encore un scrutin pour rien, confisqué par la fraude et qui les exposerait à un regain de violence.»

# MAROC Jerada-Hoceima : même combat !

Pendant plus d'un an, le Hirak («mouvement») du Rif, par son caractère de masse, pacifique et déterminé, a révélé au grand jour la profondeur du ras-le-bol populaire et la crise politique d'un pouvoir incapable de répondre, même partiellement, à des revendications élémentaires.

Alors que le procès du noyau dur des animateurs de la lutte touche à sa fin, tout indique la volonté du pouvoir de les sanctionner lourdement, comme un avertissement destiné à tous ceux et toutes celles qui luttent. À Jerada, située à l'est du pays, depuis près de trois mois une mobilisation populaire s'est enclenchée après la mort de deux jeunes dans un puits de charbon.



## Mécontentement profond à Jerada

Jerada, une des villes les plus pauvres du pays, est connue pour ses traditions ouvrières et militantes. C'est ici qu'est né l'un des premiers syndicats durant l'ère coloniale. Le pouvoir, sous Hassan II, a ordonné la fermeture des mines à la fin des années 1990, non pour des raisons économiques, mais pour déstructurer un bastion ouvrier qui a su mener des luttes importantes. Or, l'activité minière faisait vivre, directement ou indirectement, toute la ville. Et les promesses d'un plan de rechange n'ont jamais été tenues. Faute d'emplois alternatifs, beaucoup continuent à descendre dans «les puits de la mort» désaffectés,

au péril de leur vie, pour extraire du charbon à la main, sans aucune mesure de sécurité, et le revendre, pour une poignée de dirhams, à des «barons» et élus locaux. Les mobilisations ont été récurrentes dans cette ville, notamment sur les questions d'emploi, mais aussi de factures d'eau et d'électricité. La mort de deux jeunes n'a fait que catalyser un mécontentement profond. Le mouvement s'est lui-même identifié, à l'image du Rif, comme un hirak, exigeant une «alternative économique», se déclinant en revendications concrètes sur l'emploi, les services publics, les hôpitaux en particulier

avec l'exigence de services spécialisés et gratuits dans le traitement de la silicose, une réduction des factures d'eau et d'électricité, l'annulation des poursuites pour les impayés, etc. Comme dans le Rif, une plateforme revendicative a été élaborée en s'appuyant sur une démarche participative de la population.

## Polarisation sociale et politique

Le pouvoir a feint le «dialogue social», envoyant différentes délégations ministérielles avec des annonces sur des projets agricoles, une nouvelle zone industrielle, un

examen des facturations, mais elles sont apparues comme de la poudre aux yeux. En poursuivant la mobilisation, le hirak a exprimé, comme dans le Rif, la perte de confiance dans les relais du système et la façade démocratique. La réponse a été une intervention policière violente le 14 mars, provoquant des dizaines de blessés, la militarisation de la ville, comme avait pu le vivre Hoceima, des arrestations (74 à ce jour) et des condamnations. Cette situation confirme le cycle dans lequel est rentré le pays : une polarisation sociale et politique croissante, des luttes populaires relativement auto-organisées, articulées aux questions sociales, s'appuyant sur la mobilisation directe et le refus des médiations inféodées à la dictature, et dans lequel la répression apparaît la seule issue pour la monarchie. Sans que celle-ci soit en mesure d'éteindre le feu qui couve dans tout le pays. Alors que Macron vient de recevoir Mohamed VI lors d'un dîner privé suivi d'un communiqué royal confortant la poursuite et le renforcement des coopérations à tous les niveaux, il est urgent que se développe un mouvement de solidarité avec les luttes du peuple marocain, ses prisonniers politiques et contre la dictature.

Chawqui Lotfi

## POUR ORGANISER LA VRAIE GRÈVE, DES CHEMINOT-E-S EN COMITÉS, EN « INTER-GARES »

L'après-midi du lundi 23 avril, premier jour de la nouvelle séquence de deux jours du calendrier syndical, a été marquée par le rassemblement à la gare du Nord de 125 cheminotEs venus de plusieurs gares et établissements de la région parisienne, syndiqués à la CGT, FO, Sud Rail, et beaucoup de non syndiquéEs. Ils venaient de Paris-Nord, Le Bourget, Le Landy, Paris-Est, Paris-Saint-Lazare, Mantes, Achères, Châtillon, Austerlitz, gare de Lyon, Juvisy.

C'était la quatrième « inter-gares » de la région parisienne, les trois premières ayant réuni seulement une vingtaine puis une quarantaine de cheminotEs. Cette fois, un pas a été franchi, certainement lié à une certaine ambiance de lutte, et à une tension dans le milieu des cheminotEs grévistes.

### Signe d'impatience à l'égard du calendrier syndical 2/5

Ceux qui se sont retrouvés le 23 avril sont des grévistes qui sont, pour beaucoup, en grève reconductible depuis le 3 avril. Il faut rappeler que des appels à la reconductible ont été lancés dans les assemblées générales d'au moins quatre grandes gares parisiennes, soumis au vote et adoptés par exemple à Saint-Lazare et gare du Nord, par des dizaines de grévistes. Une des difficultés du mouvement est que le rythme totalement haché des jours de grève imposé par le calendrier syndical – deux jours de grève sur cinq –, d'une part, limite l'affluence aux assemblées générales (puisque tout est déjà décidé par l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA) et, d'autre part, enlève aux grévistes qui s'y conforment les moyens de devenir artisanEs à temps plein de leur mouvement.

### Le résultat d'efforts militants aussi...

Sont surtout sur la brèche les grévistes qui ont choisi le temps plein



de la reconductible et militent souvent dans le cadre de « comités de mobilisation » ou « bureaux d'organisation » (formés de grévistes syndiqués ou non syndiqués), pour que s'organisent et se mènent un grand nombre d'activités et interventions, proposées devant les assemblées générales. Des syndicats en proposent aussi, mais qui sont souvent conçues pour

« occuper » les grévistes plutôt que pour les rendre maîtres de leur mouvement. Les grévistes des comités ont proposé des actions de « péages gratuits », des visites aux salariéEs d'hôpitaux ou de la RATP, des rencontres et discussions dans les facs, des accueils d'étudiantEs en gares, des rédactions de tracts ou petits journaux de grève. Ces équipes actives veulent se donner

les moyens que le mouvement gagne, pour cela qu'il s'amplifie et devienne contagieux. Elles s'en font les porte-voix et militent pour encourager d'autres catégories de salariéEs et de jeunes à rejoindre les cheminotEs dans le mouvement : mêmes problèmes de salaires et sous-effectifs dramatiques, même combat contre les attaques de Macron.

### On lâche rien, et surtout pas les perspectives...

Ce sont tous ces aspects qui ont été abordés dans cette « inter-gares » du lundi 23 avril. Une réunion très vivante. Tour des gares, débat sur la situation de la grève et les perspectives : l'envie de raconter, de poser les problèmes était tellement grande que touTEs les candidatEs à l'intervention n'ont pas pu avoir la parole. Mais ce n'est pas grave, ce n'est qu'un début ! Dans le paysage, il y a bien sûr le 1<sup>er</sup> Mai où un cortège cheminotEs « inter-gares » grévistes pourra se montrer et en appeler à l'ensemble des travailleurEs pour un « touTEs ensemble ». La proposition a aussi été faite d'une nouvelle assemblée le 1<sup>er</sup> Mai, dans la foulée de la manifestation, et/ou le jeudi 3 mai, premier jour de la nouvelle séquence proposée par toutes les organisations syndicales. Si les cheminotEs veulent ne pas rester isolés dans leur grève, ils auront à se voir et revoir, à cette échelle régionale déjà, plus d'une fois.

CorrespondantEs

## ÉTUDIANT-E-S/CHEMINOT-E-S : VISITES ET DÉAMBULATIONS

La fac de Tolbiac à Paris, occupée par les étudiantEs en lutte depuis le 26 mars, était devenue, avant son évacuation par la police, un point de ralliement des facs de la région parisienne, mais aussi de nombreux salariéEs, dont des dizaines de cheminotEs venus prendre l'air de la contestation étudiante et apporter en retour leur détermination de grévistes.

Échange de bons procédés car, les jours précédents, de nombreuses « déambulations » en gares, avec des grappes d'étudiantEs, avaient ponctué la mobilisation.

### Étudiants dans les gares

Des étudiantEs sont allés dans les gares pour assister aux AG de grévistes et parfois y prendre la parole. Conscients qu'ils et elles ne devaient pas rester isolés dans leurs facs et qu'il fallait que leur mobilisation soit visible des autres secteurs en lutte, ils et elles ont même organisé des manifestations de soutien dans les gares. Dès la fin mars, une bonne centaine d'étudiantEs et de lycéenEs portaient de Tolbiac pour traverser en cortège l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, la gare d'Austerlitz et la gare de Lyon, en chantant des slogans et en distribuant des tracts aux cheminotEs et aux hospitalierEs. Une nouvelle « déambulation » a eu lieu le 12 avril : près de 200 jeunes

de diverses facs, dont un bon contingent de Tolbiac, Paris 7 mais aussi de Nanterre, ont fait irruption à la gare Saint-Lazare pour manifester leur soutien aux cheminotEs. Déploiement d'une banderole, rencontre chaleureuse avec des cheminotEs grévistes et, également, en direction d'usagerEs d'ailleurs très compréhensifs : une démonstration bien visible que les cheminotEs n'étaient pas isolés. L'action a été très appréciée par ces dernierEs, qui ont pu la raconter à leurs collègues et discuter de la possibilité d'un mouvement d'ensemble. Ces « déambulations », souvent à l'initiative de militants jeunes du NPA, ont eu de l'écho. Et cela a contribué à faire de Tolbiac – bien pratique parce qu'en plein Paris ! – un pôle de mobilisation.

### CheminotEs à la fac

Plusieurs événements de solidarité avec les grévistes de la SNCF ont été organisés, mais

c'est surtout lors de la défense de Tolbiac contre les tentatives d'évacuation par la police qu'on a constaté que le site était devenu emblématique de la lutte contre Macron et son gouvernement. Le mercredi 11 avril, deux jours après le tabassage d'étudiantEs réunis en assemblée générale à Nanterre, la menace d'une intervention policière planait sur Tolbiac. Il fallait organiser la défense en montrant que les étudiantEs n'étaient pas isolés, malgré la propagande du gouvernement.

Un meeting de soutien s'est vite organisé dans la « fosse » de la fac, en fait une vaste agora, réunissant des milliers de personnes, avec des délégations de cheminotEs et de salariéEs, postierEs, hospitalierEs et bien d'autres. Un franc succès qui a regonflé le moral et permis de tisser des liens. Le lendemain soir, alors que les CRS arrivaient en force à Tolbiac, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes s'est à nouveau organisé

en urgence devant les grilles. Des cheminotEs grévistes, des hospitalierEs, des salariéEs d'EDF, des syndicalistes du 13<sup>e</sup> arrondissement : toute la soirée, les soutiens ont convergé vers la fac pour faire barrage à la police et protéger l'occupation. Après une courte nuit, étudiantEs et cheminotEs se sont retrouvés dans la rue pour une manifestation commune qui démarrait... devant la fac ! C'est encore à Tolbiac que des dizaines de cheminotEs se sont retrouvés en réunion « inter-gares », le jeudi 19 avril. Pas étonnant que Macron ait eu envie de faire évacuer ! Mais à l'AG cheminote de Saint-Lazare, le 23 avril, une belle délégation d'étudiantEs de Tolbiac, pas découragée, était là avec sa banderole. Dans ces déambulations et autres rassemblements et manifestations, un slogan s'est imposé, devenu incontournable : « CheminotEs, étudiantEs : même Macron, même combat ! »

Hugo Weil

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES



## CONVERGENCE

Depuis plusieurs semaines, un changement et les grèves se multiplient, notamment à l'hôpital et les EHPAD... Et comme souvent surgissent sur les modalités de lutte, notamment sur quelques expériences, dans divers secteurs, qui mènent à une condition nécessaire pour modifier réellement le...

## CHU DE TOULOUSE : GRÈVE DEPUIS

Transporteurs de prélèvements, pédopsychiatrie, psychiatrie, se sont enchaînées depuis plusieurs mois au CHU de Toulouse manque de moyens, sous-effectif entraînant des heures supp...

Pour beaucoup de ces agents mobilisés ces derniers mois, il s'agissait de la première véritable grève. TouTEs le disent : ils et elles n'ont jamais vu ça. Depuis deux ans la situation s'est très fortement dégradée. En effet Raymond Le Moign, directeur général jusqu'en décembre 2017 et désormais directeur de cabinet de la ministre, a bien fait son travail : réduction de moitié du déficit, à savoir passage de 30 à 15 millions d'euros. Comment ? Il n'y a pas de magie : plus de 150 postes ont été supprimés entre 2014 et 2016, sûrement beaucoup plus depuis, mais la direction ne donne pas les chiffres. Ainsi, la grande majorité des agents de l'hôpital a vu son quotidien de travail se dégrader avec des conséquences importantes sur sa santé et sur la qualité des soins.

### Un cap a été franchi

Ces dernières années, les grèves à l'hôpital se suivaient et avaient tendance à se ressembler : les

agents se notaient grévistes, savaient qu'ils et elles allaient être assignés, et venaient donc travailler, qu'ils et elles aient reçu une assignation ou non. Mais à la fin de l'année 2017 les agents grévistes des transports de prélèvements et de pédopsychiatrie ont dit stop. La direction s'est donc retrouvée obligée d'envoyer des huissiers au domicile des agents qui, bien souvent, n'étaient pas là. Ce qui était inimaginable avant est devenu la règle pour touTEs : pas d'assignation conforme remise en main propre avant la grève, pas de travail.

### Le retour des piquets de grève

En décembre 2017, pendant quinze jours, les grévistes transporteurs de prélèvements se sont retrouvés tous les jours à 7 heures pour bloquer l'entrée principale de la direction. Ces temps ont été très importants à plusieurs niveaux : pression sur la direction, lieux de décisions et de discussions collectives... Ce piquet de grève quotidien a surtout permis de donner un repère aux

# A PIQUETS OCCUPATIONS

# EVE

# GENCES

# T



NON

OCCUPATIONS



de climat social se fait sentir. Les mobilisations la SNCF, dans les universités, à Air France, dans les cours des dernières années, des interrogations sur le rôle de la grève. Retour dans ce dossier montrant que la grève et les différentes activités pour consolider et étendre les mobilisations, rapport de forces.

## PAS UN JOUR SANS OCTOBRE 2017

traumatologie, brancardiers, maternité: les mobilisations. Globalement les revendications sont les mêmes: élémentaires, impossibilité de poser ses congés...

agents de l'hôpital, qu'ils et elles soient en grève ou non. En effet, ce piquet a été un point de passage important pour de nombreux agents. La détermination dont ont fait preuve les grévistes était plus forte chaque jour et, surtout, ils et elles déterminaient eux-mêmes leurs modes d'action.

### Aller vers les autres au sein et à l'extérieur de l'hôpital

Dans ces mouvements de grève, ce que l'on a pu également construire est la prise de conscience que, seuls, il était très difficile, voire impossible de gagner sur les revendications. Si cela reste encore très difficile d'avoir plus de deux services en grève en même temps aujourd'hui, la compréhension de cette nécessité est désormais là, ce qui n'était pas le cas auparavant où on assistait souvent à des discours disant qu'il ne fallait pas tout mélanger si on voulait gagner. De même, les grévistes de l'hôpital se sont systématiquement rendus aux AG étudiantes à l'université du Mirail, ce qui a permis à beaucoup

d'entre elles et eux de franchir encore un cap supplémentaire dans la compréhension de la nécessité de se battre toutes ensemble.

### Et maintenant ?

Ce sont aujourd'hui les sages-femmes et auxiliaires de puériculture de la maternité qui sont en grève. L'issue va sans doute être une victoire partielle au vu du rapport de forces important au sein de la maternité. Mais il est évident pour tout le monde que, tant que nous ne serons pas toutes mobilisées sur les 1000 postes manquants à l'hôpital, les victoires ne seront que des nouvelles répartitions de la misère entre différents services. Les semaines à venir sont donc importantes, car le climat général a un impact sur le potentiel de mobilisation. Le 24 avril, plus de 100 cheminotEs sont venus pour un pique-nique de la colère commun avec les grévistes du CHU. Les troupes sont motivées, reste maintenant à organiser cette colère sur l'ensemble de l'hôpital!

Correspondante



Le vendredi 20 avril, après une action organisée face à l'Assemblée nationale (voir page 8), plusieurs collectifs de sans-papiers se sont rendus à Tolbiac pour participer au rassemblement de protestation contre l'évacuation et la fermeture du centre universitaire. La convergence en actes.

© Twitter Louis Di Gallo

## MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA MOBILISATION CONTINUE À TOLBIAC!

Vendredi 20 avril, à l'aube, les CRS évacuaient, à grands renforts de tronçonneuse et de hache, le centre Tolbiac de Paris 1, occupé depuis quatre semaines par les étudiantEs en lutte contre l'application du plan étudiants, qui instaure, entre autres, la sélection en L1 et va aggraver la concurrence entre les universités.

Une occupation qui était au départ une simple réponse à la politique répressive de l'administration, laquelle avait par deux fois fermé le centre universitaire les jours de mobilisation, pour empêcher les assemblées générales de se tenir. Cependant, l'occupation a servi à bien plus que cela : en empêchant les cours de se tenir, ce sont de très nombreux nouveaux étudiantEs, dont des boursierEs qui ne peuvent d'habitude pas trop se mobiliser en raison de leurs obligations d'assiduité, qui se sont à leur tour emparés de leur fac pour en faire un bastion de la lutte contre la loi Vidal.

### Un centre militant au service de la lutte étudiante

Cours alternatifs, actions de blocages des autres centres, concerts, projections, ateliers militants : pendant quatre semaines, les trois tours de Tolbiac, pour le moins lugubres, s'étaient transformées en un centre militant au service de la lutte étudiante. Mais pas seulement : dès le départ, la question

de la convergence avec les autres secteurs en lutte a été au centre des préoccupations des étudiantEs mobilisés. C'est surtout avec les cheminotEs que des liens durables se sont tissés : après une table ronde qui réunissait des cheminotEs de toutes les gares parisiennes, qui a permis aux étudiantEs de s'emparer des problématiques de la réforme du rail, ces derniers ont organisé une soirée de soutien aux grévistes en reconductible, récoltant 4 500 euros répartis entre les caisses de grèves de Paris-Nord, Austerlitz et Saint-Lazare. Mais la convergence n'est pas à sens unique. Les cheminotEs ont aussi joué un rôle important dans la défense de Tolbiac, notamment lorsque le centre risquait l'évacuation. Le 11 avril, alors que près de 2 000 personnes étaient venues défendre la fac que son président souhaitait voir évacuer, des cheminotEs des gares parisiennes et d'ailleurs (de Châtillon, du Bourget) sont venus défendre les étudiantEs. Pour certainEs, c'était la première fois qu'ils entraient dans une fac. Une belle façon de

concrétiser une des revendications des étudiantEs, que les facs soient ouvertes aux enfants d'ouvriers.

### Détruire un symbole

La « Commune libre de Tolbiac » a ainsi été un symbole national de la lutte contre la sélection. Un symbole qui, de surcroît, avait tenté de se lier aux autres secteurs en luttes, cheminotEs, postierEs, mais aussi luttes antiracistes. C'est ce symbole que les autorités ont voulu abattre en évacuant violemment les bâtiments la semaine dernière. Tolbiac étant devenu l'un des points d'ancrage d'une mobilisation nationale, laquelle a pris pour modalité l'occupation des centres universitaires, l'évacuation a d'abord été préparée médiatiquement, avec Georges Haddad, le président de la fac, prétendant que le centre était devenu une « zone de non-droit », où « la violence, la drogue et le sexe » régnaient... Malgré ces accusations, la violence n'est pas venue des étudiantEs, mais des CRS qui sont entrés avec des béliers dans la fac, à cinq heures du matin,

suivis, tels des reporters de guerre, par les fières équipes de BFM-TV amenées en car par les forces de répression.

« Aucun incident », a tout de suite déclaré la préfecture. Pourtant, au moins quatre blessés sont à déplorer : phalanges cassées, épaules déboîtées, chevilles écrasées, ainsi qu'un blessé grave dont les étudiantEs n'ont plus aucune nouvelle. En effet, en fuyant, un occupant est tombé d'un parapet, déséquilibré par un agent de la BAC, et s'est écrasé sur la tête, restant inanimé. Malgré l'intervention des pompiers, personne ne sait où il est actuellement. Un silence plus qu'inquiétant vu le niveau de détermination du gouvernement à faire plier les manifestantEs. Mais la lutte contre le plan étudiants est loin d'être finie : si les vacances vont entraîner un ralentissement des activités, les partiels permettront à nouveau de rappeler les agissements de l'État lorsque l'on s'oppose à lui, et de relancer la mobilisation.

George Waters

OFFENSIVE ANTI-GRÉVISTES

ATTENTION!! UN CHRISTOPHE BARBIER DE DÉSENCRÈLEMENT!



CHARMAG

## SANS-PAPIERS

## Honte à ce pouvoir qui fait la guerre aux migrantEs!

Alors que le projet de loi asile-immigration est une nouvelle déclaration de guerre aux étrangerEs (voir page 4), des sans-papiers ont décidé qu'ils ne seraient pas les victimes expiatoires de la politique du pouvoir.

Après la marche des solidarités du 17 mars, la coordination des sans-papiers (CSP) 93 et la CSP 75 avaient tenté d'occuper la basilique de Saint-Denis. Puis il y a eu les manifestations du 7 et du 15 avril, la participation de cortèges de collectifs des sans-papiers à la manifestation des cheminotEs du 22 mars, puis à celle du mouvement social du 19 avril.



© NPA

### «On veut des cheminotEs et des papiers»

Le vendredi 20 avril, jour prévu du vote de la loi asile-immigration, une quarantaine de sans-papiers de la CSP 75 et du collectif des sans-papiers Paris 20, accompagnés par une dizaine de soutiens, ont tenté d'occuper le balcon de l'immeuble du Bureau d'information européen, en face de l'Assemblée nationale, pour y tendre des banderoles signifiant le refus de cette loi raciste et sécuritaire et leur combat pour une société de liberté et d'égalité pour touTEs. Une des banderoles, réalisée pour la manifestation des cheminotEs du 22 mars, proclamait «Liberté de circuler, on veut des cheminotEs et des papiers, pas des policiers!»

Il s'en est fallu de peu pour que l'occupation fonctionne. Mais, parce qu'un camarade était retenu à l'intérieur de l'immeuble, les sans-papiers ont pris le risque de manifester directement sur la place, face aux cordons de flics, tant que le camarade n'était pas libéré. Une fois cela obtenu ils ont continué jusqu'à l'intervention policière, tout en résistant en bon ordre et collectivement, empêchant ainsi toute arrestation, alors que deux députées sortaient de l'Assemblée pour venir à leur rencontre.

### Objectif 2 juin

Cette détermination n'est pas un feu de paille. C'est en cortège que les sans-papiers sont allés soutenir les étudiantEs qui se rassemblaient devant la fac de Tolbiac expulsée par la police le matin. Leur arrivée a été saluée par une énorme ovation.

Le lundi 23 avril, au lendemain du vote à l'Assemblée nationale, les collectifs de sans-papiers de la région parisienne (CSP 93, CSP 75, Paris 20, Paris 17, Intégration 21, Droits devant !!) ont décidé d'appeler tout le mouvement social à une manifestation le samedi 2 juin contre la loi asile-immigration avant son examen puis son vote au Sénat et d'être présents en cortèges dans les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai et du 5 mai prochains.

Parce que la guerre faite aux migrantEs est une guerre contre toute la société et que le combat mené ensemble, avec ou sans papiers, contre ce pouvoir raciste et policier est un combat pour la liberté de touTEs.

Denis Godard

## FORD BLANQUEFORT

## Une journée de soutien réussie

La journée de soutien aux Ford, qui s'est déroulée samedi 21 avril, a été une réussite. Il y avait beaucoup de monde et une bonne médiatisation, ce qui a permis de montrer que la bataille pour la sauvegarde de l'usine et de tous les emplois est une réalité.

Certes, la mobilisation des salariéEs est faible depuis quelques semaines, parce qu'il y a ce satané sentiment d'impuissance et une division syndicale qui nous fragilise encore plus. Et c'est justement en raison de ces difficultés qu'il était important de prendre une initiative publique permettant de populariser la solidarité, la résistance à ce qui nous est présenté comme inéluctable, à montrer que le sort d'une usine ça concerne toute la population.

### Une solidarité bien vivante

Comme lors de la bataille de 2008, la mairie nous a prêté les salles (débat et concert), apporté les moyens logistiques et techniques pour rendre possible cette journée. L'association ABC et ses bénévoles ont largement contribué à la préparation et l'organisation de l'événement. Le comité de soutien (né en 2008 et remis en service ces derniers mois) a évidemment participé aussi. Tout cela pour dire qu'en plus de l'équipe syndicale CGT très déterminée, et quelques militants d'autres syndicats, il y avait du monde à qui ça tenait à cœur de faire vivre la solidarité.

Les deux moments importants (débat et concert) ont affiché complet. 230 personnes se sont ainsi retrouvées dans l'amphi du lycée agricole voisin pour entendre les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, ainsi que le journaliste Serge Halimi, venus en soutien, bénévolement depuis Paris. Étaient aussi présents solidairement les dessinateurs Faujour et Visant, pour illustrer en direct et égayer les échanges. Après une introduction sur la situation de l'usine, les fausses promesses de Ford,



Photos © CGT Ford

ses profits, les aides publiques encaissées pendant des années, l'histoire d'un scandale ordinaire, les intellectuels ont décrit la violence du capitalisme, de la classe possédante, le détournement des richesses, les années de reculs sociaux, dénonçant la propagande qui vise à nous soumettre à ce rouleau compresseur.

### Rendez-vous politique et musical

Le public, c'était des habitantEs, des voisinEs, des salariéEs de l'usine bien sûr, mais aussi des cheminotEs, des postierEs, des retraitéEs, des salariéEs du public, du privé, des militantEs associatifs, politiques... car nous voulions faire de ce débat un rendez-vous qui s'inscrit dans la mobilisation sociale actuelle, un moment de convergence qui aide à la construction du touTEs ensemble.

Puis en début de soirée, nous étions plus de 600 personnes pour le concert. Bernard Lavilliers et son équipe étaient là, à chanter notamment *les Mains d'or*, fraternels, contents d'apporter leur soutien, bénévolement comme tous les autres artistes de la soirée, conscients que c'était important d'être là pour le moral; à noter également la présence de HK et une partie de ses saltimbanques avec l'inévitable *On lâche rien* à la fin, faisant monter plusieurs salariéEs sur scène. Il y avait des groupes locaux, moins connus mais tout aussi solidaires: Delio, Buscavida, Herein. Didier Super chansonnier marrant et Bun Hay Mean humoriste ont assuré la



rigolade. Tous ont été chouettes et cela a fait chaud au cœur de plein monde. Il y a eu plusieurs séquences émotions.

### Une journée qui donne le moral

Ce fut pour nous un grand moment de chaleur humaine, de révolte partagée. C'était l'esprit de la lutte et de la dignité. C'était

aussi l'esprit de la convergence entre le monde ouvrier et les artistes, comme avec les intellectuels un peu auparavant. Nous avons voulu, par cette journée, dire qu'une usine menacée cela ne concerne pas que des pauvres ouvriers dans leur coin. Qu'en réalité nous sommes touTEs concernés et c'est pour cela que la mobilisation doit s'élargir à l'ensemble de la population.

Cette journée donne le moral, elle montre qu'il est possible de relever la tête, qu'il y a du soutien partout, que la résistance peut se construire. Maintenant, il y a la suite à préparer, d'autres actions à imaginer et à élaborer. Et nous espérons que la réussite de cette journée va nous y aider, que ça va redonner la pêche aux collègues. Notre objectif au bout du compte, c'est bien de sauver l'usine, en réalisant l'exploit une deuxième fois.

Philippe Poutou

Vidéos, images, articles de presse, tout est sur le site [www.cgt-ford.com](http://www.cgt-ford.com)

## UNIVERSITÉS

## Les enseignantEs se mobilisent aussi



© HERMANN CLICK

**Entretien.** Depuis plusieurs semaines, le mouvement de contestation du «plan étudiants» instaurant la sélection à l'université s'est élargi et ancré: sites universitaires occupés, assemblées générales regroupant des centaines, voire des milliers d'étudiantEs, mobilisations contre la répression, etc. Parmi les acteurEs du mouvement, on trouve aussi des personnels des universités, notamment des enseignantEs. Entretien avec Marie, maîtresse de conférences à l'université Paris I.

# RÉPRESSION La Poste déboutée, Gaël peut continuer d'intervenir sur les centres

La grève dans le 92 continue, encore plus confiante.

La grève se poursuit chez les postières et postiers du 92 depuis le 26 mars contre le licenciement de Gaël, contre les réorganisations et contre la précarité.

## Victoire au tribunal

Jeudi 12 avril, Gaël était assigné au tribunal par La Poste. Elle voulait qu'un juge lui interdise de pénétrer dans les bureaux de poste et qu'il ne puisse plus exercer son mandat syndical. Un rassemblement a eu lieu devant le tribunal de grande instance à cette occasion. Et vendredi 13 avril, la décision est tombée : la direction de La Poste ne pourra pas interdire à Gaël l'accès aux centres mais surtout, elle est dans l'obligation de devoir accepter la délégation choisie par les postières et les postiers et Sud Poste 92. Elle ne peut remettre en cause la mandat syndical de Gaël. C'est évidemment primordial pour le 92, mais cela pourrait également faire jurisprudence pour l'ensemble des syndicalistes sous le joug de la répression patronale !

Six bureaux sont en grève majoritaire et la grève s'étend à d'autres centres où, tout en étant minoritaire, le taux de grévistes est élevé. Les grévistes estiment que c'est le mouvement le plus suivi depuis 2009. La distribution du courrier est extrêmement perturbée : les postières et postiers estiment aujourd'hui que 500 000 plis sont en instance de traitement, les plus anciens datant du 30 mars ; 50 000 recommandés ne sont pas traités et restent stockés.

## Convergences

Lundi 16 avril, le blocage du centre de Boulogne-Billancourt par des enseignantEs, des étudiantEs, des intermittentEs et les salariéEs de Géodis (Gennevilliers) a paralysé tout le courrier.

Le groupe de grévistes est soudé et ne lâchera rien tant qu'il n'aura pas gagné. Ils et elles sont toujours dans l'attente de se mettre autour d'une table, mais la direction de La Poste fait la sourde oreille. En plus du maintien et de l'extension de leur grève, les postières et postiers du 92 tentent à leur niveau d'être les artisans de la convergence des luttes. Ils sont intervenus à trois reprises lors des assemblées générales à l'université de Nanterre, durant la coordination nationale étudiante du week-end dernier, et ont aussi participé aux initiatives pour que celles et ceux qui luttent et veulent aller jusqu'au bout du combat se fixent leur propre calendrier. C'est pourquoi ils et elles ont répondu présentEs à l'invitation des cheminotEs de Saint-Lazare à participer à leur assemblée générale, et ont été dans la foulée à une coordination interprofessionnelle à l'appel du Front social, de Sud Poste 92 et de Sud Rail Saint-Lazare. De même, ils et elles étaient présentEs à l'AG interprofessionnelle du 19 avril après la



Cortège des postiers des Hauts-de-Seine (92) dans la manifestation du 19 avril à Paris. © HERMANN CLUCK

manifestation parisienne. Enfin, ils et elles ont soutenu les démarches visant à faire connaître la vérité après l'évacuation de la fac de Tolbiac et aux informations sur des blessés dont un grave.

Cette semaine, la lutte continue plus que jamais : pour la réintégration de Gaël, pour les conditions de travail !

**Correspondants**

## CAISSE DE GRÈVE EN LIGNE

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>

Ou chèque à Sud Poste 92, 51, rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes, mention « Solidarité grévistes » au dos.

## POUR SUIVRE LA MOBILISATION

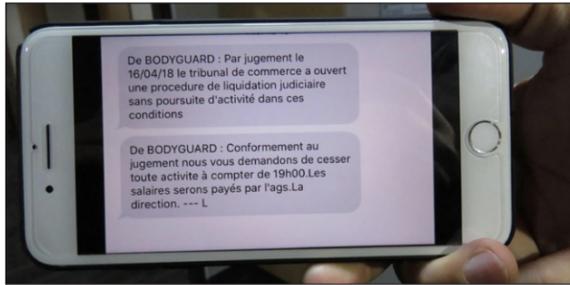
Facebook: Non au licenciement de Gaël Quirante

Twitter: @allgaelquirante

# BODYGUARD L'insécurité de l'emploi

À Évry, les 430 salariéEs agents de sécurité de l'entreprise Bodyguard ont appris la liquidation de leur entreprise par un SMS.

Dans la profession, Bodyguard occupe une place importante. En effet, elle compte parmi ses clients des hôpitaux, des administrations de l'État, la RATP, des universités, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). Nombre de salariéEs affichent dix, quinze ans d'ancienneté. Une entreprise qui se vante sur son site internet « d'être la première société mondiale de sécurité à avoir obtenu la certification Qualité Sécurité Environnement ». Mais cela avec des salaires de bas d'échelle : 1400 euros, 1800 euros avec les heures supplémentaires. Une entreprise bien connue des services de l'inspection du travail et du tribunal de commerce. Le patron historique de Bodyguard a été condamné en 2015 pour travail dissimulé et blanchiment d'argent. « Des BMW, deux Ferrari, une Dodge, et 750 000 euros lui ont été



© L'HUMANITÉ

confisqués », selon Emmanuel Dimene Kingue, délégué du personnel CGT, interviewé dans l'Humanité.

## Le SMS licencieur

« Par jugement du 16 avril, le tribunal de commerce a ouvert une procédure de liquidation judiciaire sans poursuite d'activité, dans ces conditions nous vous demandons de cesser toute activité à compter de 19 heures. Les salaires seront payés par l'AGS. Signé la direction. »

Un déroulé de procédure étonnant puisque la liquidation est prononcée sans qu'un repreneur ne puisse se faire connaître. Un procédé qui laisse les salariéEs sans salaire, sans emploi et... sans lettre de licenciement. Aucune autre information n'a été donnée aux salariéEs, ni de la part de Bodyguard ni de l'organisation syndicale majoritaire dans toutes les instances représentatives du personnel (IRP), la CFTC.

**Robert Pelletier**

# OPEL Refus du chantage de PSA

Après le rachat d'Opel, la filiale européenne du constructeur automobile General Motors, en mars 2017, le patron de PSA Carlos Tavares n'aura attendu que quelques mois pour renier ses promesses de garantir l'emploi dans les usines allemandes d'Opel et d'y appliquer les accords collectifs déjà négociés. Comme s'il devait justifier le plus vite possible le million d'euros qu'il a reçu comme prime pour avoir mené ce rachat.



DR

D'ici à 2020, 3 700 emplois devraient être supprimés par PSA en Allemagne, selon les informations fournies par le président du « conseil d'entreprise » d'Opel, un responsable du syndicat IG Metall. Et 1 000 emplois (sur 1 800) de l'usine d'Eisenach, dans l'est de l'Allemagne, sont menacés. Tavares s'y est livré à un chantage : investissements dans l'usine contre non-application des augmentations de salaires de 4,3% prévues par l'accord signé en novembre 2017 pour toute la métallurgie.

## Pas de concurrence entre usines !

IG Metall, la fédération syndicale de la métallurgie, n'est pas un modèle de lutte de classes, elle qui a cautionné toutes les mesures de flexibilité. Il n'empêche qu'elle a refusé le chantage de Tavares. Et PSA de vouloir engager une épreuve de force : « Le plan d'investissement prévu ne peut être mis en œuvre du fait du blocage du syndicat IG Metall. »

Ces attaques de PSA créent un tollé en Allemagne. Même la chancelière Merkel a été contrainte de lui demander publiquement de respecter ses engagements. Ambiance !

Alors que les salariéEs allemands s'opposent aux suppressions d'emplois chez PSA-Opel, la solidarité entre toutes les usines PSA des différents pays, en s'appuyant sur les secteurs qui résistent, est une tâche urgente. Pas de concurrence entre usines !

En France, le syndicat FO de PSA a, dans une déclaration à l'agence Reuters, osé appeler IG Metall à « assumer davantage les réductions de coûts nécessaires. Il ne faut pas qu'ils pensent que c'est le groupe PSA qui va absorber leurs difficultés ». De quoi donner un « carton jaune » à ce syndicat, mais aussi vérifier les ravages du chacun pour soi national alors que l'heure est au contraire à la construction d'une solidarité concrète entre usines possédées par un même patron.

**Correspondant**

Article publié sur le blog du secteur automobile du NPA :

<http://www.npa-auto-critique.org/>

## Quel rôle jouent les personnels dans la mobilisation ?

Comme c'est encore trop souvent le cas, les personnels interviennent plus tard et mettent plus de temps à entrer dans la bataille. On peut leur reprocher mais pour beaucoup, notamment les personnels non enseignants, les pressions de la part de la présidence par le biais des responsables de service peuvent être fortes. Mais dans plusieurs universités on vu se développer des AG de personnels qui rassemblent une centaine de personnes, et qui sont d'abord là pour apporter leur soutien aux étudiantEs mobilisés. Et en général, très rapidement ils choisissent de prendre leur place aux côtés des étudiantEs et non plus seulement de les soutenir. C'est à ce

moment que les débats deviennent le plus intéressants, mais c'est aussi là que les présidents d'université et le gouvernement savent que l'effet boule de neige n'est pas loin et que les pressions sont de plus en plus fortes. Une jonction entre étudiantEs et personnels les inquiète, car les personnels, et en particulier les enseignants chercheurs, mettent à profit leurs réseaux pour s'informer et informer et ils sont aussi là pour gérer les débats sur l'épineuse question des partiels.

## Une question très épineuse, semble-t-il...

Oui. Dans plusieurs universités, les collègues ont senti une pression sans précédent et une véritable instrumentalisation de cette question des examens. Dans une grève à l'université, c'est évidemment

les examens qui représentent l'enjeu immédiat le plus évident. Mais c'est aussi ces examens qui sont la pierre d'achoppement de nos mouvements. Il faut qu'on réussisse à convaincre le plus largement possible sans prêter le flanc aux accusations faciles qui nous présenteraient comme des irresponsables. C'est pour cela que nous avons rédigé une tribune, publiée dans le Monde, qui explique bien, je crois, pourquoi c'est en fait la tenue de ces examens qui est irresponsable.

## C'est-à-dire ?

Il s'agissait d'abord pour nous de dénoncer les injonctions gouvernementales à faire à tout prix passer les partiels. On peut d'ailleurs noter que les mêmes qui dénoncent le caractère

« antidémocratique » des assemblées générales alors qu'elles regroupent parfois des milliers de gens et n'interdisent à personne d'exprimer et défendre son point de vue, tentent de passer en force, sans aucune concertation, sur la question de la tenue des examens.

De plus, il est absurde de vouloir à tout prix faire passer des examens comme si de rien n'était alors que dans certaines universités la mobilisation est là depuis plusieurs semaines, et que certains étudiantEs n'ont presque pas eu de cours. Quel contenu aux examens ? Quelle forme d'équité entre les étudiantEs pleinement investis dans la grève et les autres ? Comme nous l'avons écrit dans la tribune, « pour nous, c'est bel et bien la tenue de ces simulacres d'examens qui est irresponsable. »

Nous refusons en outre de considérer que notre métier se résumerait à donner des certifications vides de sens, loin de toute logique pédagogique, et beaucoup plus proche d'une logique marchande (crédits ECTS, points, notes, etc.). Je citerai là encore la tribune : « Une université qui fonctionne n'est pas une université dont la mission principale serait la sélection et l'évaluation. C'est une université qui dispense des contenus pédagogiques, transmet des savoirs et forme l'esprit critique des étudiantEs. »

C'est pourquoi nous soutenons pleinement la mobilisation des étudiantEs dans leur lutte actuelle, et continuerons à les soutenir.

**Propos recueillis par Julien Salingue**

## Les comités en action!

**Rouen Succès de la fête du NPA**  
Une belle réussite pour la fête annuelle du NPA Rouen, placée cette année sous le signe de mai 1968. Plus de 220 personnes sur l'ensemble de la journée, avec 160 repas servis. Il faut remonter à loin (avant 2012) pour une telle affluence à la fête rouennaise. Une belle affluence au débat de l'après-midi consacré à mai 1968 avec des camarades de la région, qui étaient déjà militantEs en 1968 et qui le sont toujours – alors qu'il faisait dehors un soleil radieux et dedans une chaleur de plomb : près de 110 personnes. À l'origine, Philippe Poutou et Alain Krivine devaient être présents, mais en raison de l'initiative Ford Blanqueford du 21 avril (voir page 8), Philippe n'a pas pu venir mais avait enregistré un petit message vidéo que nous avons passé avant le meeting, où sont intervenus un camarade gréviste de l'HP du Rouvray, un camarade étudiant de Mont-Saint-Aignan, un camarade cheminot gréviste de Rouen, Christine Poupin, Alain Krivine et Marie-Hélène Duverger. Plus de 120 personnes étaient alors présentes dans la salle.



© NPA

Puis nous avons enchaîné sur le repas, préparé par les comités locaux et un super concert avec le groupe Rocky Horror Bistrot Show... dans une ambiance survoltée!  
Plusieurs organisations ont tenu une table de presse: Alternative libertaire, la Gauche révolutionnaire, Lutte ouvrière, Ras l'front, Adeva Normandie, DAL.  
**Correspondante**

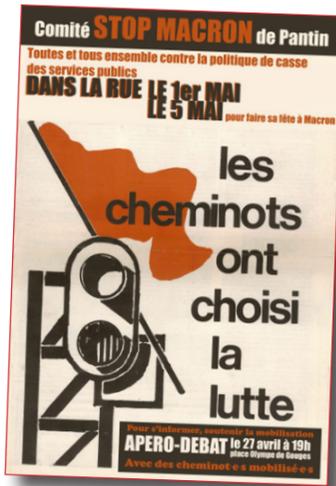
# Des collectifs pour défendre les cheminotEs et les services publics

Depuis plus d'un mois maintenant, le NPA a entrepris une démarche unitaire vis-à-vis des organisations de gauche afin que, malgré nos désaccords, nous parlions d'une seule voix pour affirmer notre soutien aux luttes en cours, notamment à la SNCF, et que nous contribuions à la construction et au développement de la mobilisation. Nous relayons ici diverses initiatives unitaires s'inscrivant dans cette dynamique.

### Pantin (93) Collectif de soutien aux cheminotEs et de défense des services publics

Composé de: association l'Avenir en commun, PCF, France insoumise (groupes d'action d'Église-de-Pantin, les Jours heureux et Raymond-Queneau), NPA, Ensemble, ÉÉLV, PG, ATTAC

« Nous toutes et tous, que l'on soit salariéE, fonctionnaire, retraitéE, étudiantE, chômeurE, subissons les effets de la politique de Macron. Ce sont les retraites qui diminuent, le code du travail qui est roboté, la sélection à l'entrée de la fac, le flicage alors qu'on ne trouve pas de boulot, les suppressions de postes à l'hôpital, à l'école, à l'inspection du travail, aux impôts. Aujourd'hui le gouvernement s'en prend à la SNCF, et tente de faire passer les cheminotEs pour des privilégiéEs. Un "privilège" le travail de nuit, les horaires décalés, les nuits passées loin de sa famille? En réalité le gouvernement veut casser leur statut pour ouvrir le transport ferroviaire à la concurrence et permettre au privé de récupérer les lignes rentables. Les tarifs augmenteront (on se rappelle des autoroutes!), tandis que les petites lignes seront fermées. Oui aujourd'hui ça fonctionne mal. Mais la faute à qui? Au statut des cheminotEs ou à l'État qui laisse les lignes à l'abandon? Les cheminotEs ont raison de faire grève pour défendre un service public



de transport et pour leurs conditions de travail. Dans le même temps, les étudiantEs refusent la sélection à la fac, les personnels des hôpitaux se mobilisent parce que des patients meurent dans les couloirs faute de moyens. Même les avocatEs et les magistratEs manifestent! Si on ne l'arrête pas maintenant, Macron a annoncé la couleur: casse des retraites l'année prochaine, de la sécurité sociale, du statut de tous les fonctionnaires. En clair plus aucune protection, plus aucun statut pour personne. Et les services publics privatisés ou dématérialisés: des bornes ou des ordinateurs à la place de personnes pour nous répondre ou nous aider. C'est déjà le cas à La Poste ou à la CAF. C'est tout l'inverse qu'il faut faire: étendre les protections et les statuts, développer les services publics. Pourquoi les transports ne seraient pas

gratuits? Nous sommes obligés de les prendre tous les jours pour aller au travail!  
Alors toutes et tous ensemble, c'est le moment de dire "Stop Macron":  
– En participant aux manifestations le 1<sup>er</sup> Mai et le 5 mai  
– En donnant de l'argent à la caisse de grève des cheminotEs. Même quelques euros peuvent les aider à tenir!  
– En rejoignant le collectif, pour développer les actions contre la politique de Macron dans votre quartier, votre lieu de travail.»

### Vienne (86) Collectif de soutien aux mobilisations sociales

Composé de: NPA, PCF, ÉÉLV, Génération.s, Ensemble, PG, groupe d'action local France insoumise, Jeunesse communiste 86, UNEF

« Les luttes qui rythment la vie sociale du pays depuis quelques semaines en France sont légitimes. Mieux, elles sont porteuses d'avenir. À la SNCF, dans les EHPAD, les hôpitaux, dans les universités et les lycées, parmi les retraitéEs ou encore dans les transports publics (Vitalis à Poitiers), les mobilisations exigent plus de service public de qualité et luttent contre les inégalités sociales comme contre la destruction de l'environnement. Le gouvernement y répond par le mépris, la désinformation et la matraque comme à Nanterre ou Strasbourg contre les étudiants ou à Notre-Dame-des-Landes contre les zadistes.

## Dans l'unité

Partout, le gouvernement organise la pénurie de moyens et les dysfonctionnements dans les services publics pour favoriser les intérêts privés et leurs profits. Il veut monter les usagers contre les cheminotEs, les désignant comme des privilégiéEs. Les vrais privilégiés, ils sont du côté des grandes fortunes qui reçoivent une pluie de cadeaux (suppression de l'ISF, exonérations fiscales et sociales...). Face à la propagande distillée via de nombreux médias pour expliquer que les grévistes sont des casseurs, des privilégiés, des fainéantEs, c'est d'un toutes et tous ensemble dont nous avons besoin. La politique menée par Macron met non seulement à mal les grandes conquêtes sociales et s'oppose aux principes de solidarité, d'égalité, de fraternité et de sororité, mais empêche également un avenir de progrès pour toutes et tous.  
Une autre politique est possible, à condition de s'attaquer au pouvoir des grandes entreprises et de la bourgeoisie. Une politique d'égalité et de solidarité, une politique qui vise l'émancipation au travail, le développement des services publics et de la protection sociale. Une politique qui garantisse les droits fondamentaux de chacunE. Une politique qui prenne soin de nos aînéEs et qui offre un avenir à la jeunesse. Une politique qui organise la transition écologique des modes de production et de consommation.  
Ensemble, soutenons et développons les grèves, les luttes, les occupations. Ensemble, construisons un autre avenir pour la planète et l'humanité.»

## Meetings

**Mardi 22 mai: Bordeaux**  
À 20h, Athénée municipal

**Mercredi 23 mai: Nantes**  
À 20h30, Manufacture (tramway 1, arrêt Manufacture)

**Samedi 26 mai: Poitiers**  
À partir de 14h, auberge de jeunesse

**Samedi 9 juin: Paris**  
De 12h à minuit, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux

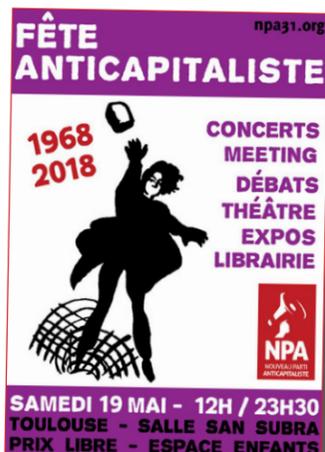


**Jeudi 11 mai: La Ferté-Bernard**  
À 19h, salle Maurice-Loiseau, avenue du Général-de-Gaulle (face au lycée)

**Lundi 14 mai: Caen**  
À 20h, salle municipale du Chemin-Vert, 3, rue Pierre-Comeille

**Vendredi 18 mai: Montpellier**  
Plus d'informations à venir

**Samedi 19 mai: Toulouse**  
À partir de 12h, salle San-Subra



**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°97 est disponible

**27 AVRIL 1848, DANS LES COLONIES FRANÇAISES LA DEUXIÈME ABOLITION DE L'ESCLAVAGE**

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste,**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Documentaire

# Les Hommes de Billancourt, de Caroline Pochon

Le récit des conditions d'embauche, de travail, d'exploitation, tord une fois de plus le cou au mythe des 30 glorieuses. La « forteresse ouvrière », c'est l'« organisation scientifique du travail », « les mains enchaînées à la chaîne », avec, dans les années 1950, 20 000 ouvriers dont une majorité d'OS, numéros interchangeables, dans ce qui ressemble à « un bagne » aux portes de Paris.

À la fin des années 1960, Renault décide de doubler les chaînes de production avec la mise en fabrication de la Renault 6. Les chaînes vont tourner sans interruption de 6 h 30 à 22 h 30, ce qui nécessite d'avoir 8000 OS en chaîne et conduit à aller chercher au Maghreb des milliers de travailleurEs immigrés. Chantage aux « papiers », contrats précaires, entassement dans les foyers : on est loin de l'immigration présentée comme l'opportunité pour sortir de la misère. C'est l'un des intérêts essentiels de ce documentaire que de présenter cette histoire de Renault Billancourt comme une page essentielle, incontournable de l'histoire de l'immigration, de l'histoire ouvrière en France. 95% des travailleurEs immigrés sur chaîne sont OS. La solidarité, les liens qui se tissent autour de la chaîne contrebalancent le racisme porté notamment par une hiérarchie dont une grande partie a été marquée par la guerre d'Algérie.

**Mai 1968**  
Mais, bien sûr, c'est dans les grèves que tout change, singulièrement en mai 1968. Renault Billancourt est un point de passage obligé de l'extension de la grève, contrôlée par un PCF et une CGT qui tiennent les étudiantEs à distance. Images et discours toujours étonnants du responsable de la CGT Roger Sylvain qui, 50 ans après, continue de justifier l'attitude de la CGT en dénonçant « les mecs à Cohn Bendit ». Mais avec un discours malgré tout loin de la politique du coup de poing de l'époque. Une politique dont l'enjeu est d'empêcher la « contamination par l'esprit révolutionnaire des étudiants ». Et là non plus les travailleurEs immigrés n'ont pas droit à la parole. La tentative de faire reprendre le travail dans la foulée des accords de Grenelle devra être repoussée au 18 juin, faute d'approbation par les salariéEs. Bien sûr, la semaine de 40 heures, la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise, la mensualisation et le salaire minimum à 1000 francs sont

des acquis réels. Mais ne répondent pas au « changement de société » tant débattu. Mais plus rien n'est comme avant. Les OS, et notamment les immigréEs, s'engagent dans la lutte. La présence des militantEs d'extrême gauche, notamment maoïstes, alimente les mobilisations en partie en opposition à la CGT. Les grèves bouchons des travailleurEs en chaîne permettent plusieurs victoires, notamment pour les OS. Un développement des affrontements qui connaît son apogée avec l'assassinat du militant maoïste Pierre Overney par un vigile, déclenchant en contrecoup la plus grande manifestation initiée par l'extrême gauche, le 4 mars 1972.

**Jusqu'à la fermeture**  
L'élection de Mitterrand en 1981 relance les espoirs d'un changement de société, qui s'est éloigné avec le développement du chômage. La longue grève (31 jours) des OS en 1982 concrétise cette relance. Les réponses sont minimes : formations bidons, en



nombre réduit. La fermeture du site de Billancourt est déjà dans les réflexions de la direction et du gouvernement. L'assassinat du PDG, George Besse, ne fait qu'accélérer les processus. Baisse des effectifs, déplacements des productions vont de pair avec la modernisation des usines. On propose aux immigréEs des départs en retraite anticipée, des reconversions bidons, ou le retour dans leur pays. Avec une résistance limitée de la CGT, l'usine est fermée en 1992 et tout souvenir de ce lieu de tradition ouvrière, de luttes, est effacé. Tout au long du documentaire, et ce malgré la regrettable absence de témoignage de femmes, certes peu présentes dans l'entreprise, les témoignages de travailleurEs immigrés et de notre camarade Patrick Schweizer éclairent le récit, avec des explications mais aussi des questionnements utiles.

**Robert Pelletier**  
En ligne sur le site de France TV : <https://www.france.tv/documentaires/histoire/467499-les-hommes-de-billancourt.html>

Exposition

# Enfers et Fantômes d'Asie

Musée du quai Branly (Paris 7<sup>e</sup>). Du 10 avril au 15 juillet 2018. Tous les jours sauf le lundi, à partir de 11 heures

Un fantôme ne meurt jamais ! En Asie orientale et du Sud-Est, les histoires d'épouvante ont traversé les époques dépassant le cadre moral et explicatif de l'art religieux pour se transformer en art populaire. La représentation bouddhique des enfers et de ses supplices infernaux témoigne elle d'une « pédagogie » religieuse qui enferme le croyant, bien loin de la philosophie libératrice affichée ici ou là.

**Aux frontières du réel**

L'exposition *Enfers et Fantômes d'Asie* propose un parcours aux frontières du réel où se croisent, au cours des siècles, toutes les formes d'art (peinture, sculpture, théâtre, cinéma, manga ou jeu vidéo). En Chine, en Thaïlande ou au Japon, l'engouement pour l'épouvante se manifeste à travers des productions artistiques violentes et terrifiantes, qu'il faut remettre dans un contexte où toute existence est provisoire. Si les fonctionnaires des enfers notent les actions des vivants tandis que les démons se chargent des tortures (arbres à épines, montagne de couteaux, bûchers, etc.), il ne s'agit pour le croyant que d'une étape – certes douloureuse. Le séjour au sein des « dix enfers » débouche en effet sur le cycle des réincarnations et certaines offrandes réalisées lors de rites funéraires permettent même d'alléger les sentences des fonctionnaires infernaux. Esprits errants de la forêt, spectres, femmes-chats vengeresses, « walking dead », vampires sauteurs, « yokaïs » hantent la littérature tandis que le « yurei », dépeigné et vêtu d'un linceul ensanglanté, passera directement du théâtre au cinéma d'horreur (vague du « J-Horror »). Différentes sections de l'exposition présentent toutes ces créatures et certains films sont projetés avec un avertissement pour le public sensible en raison de certaines scènes.

*Enfers et Fantômes d'Asie* : une exposition à voir avec un regard critique sur l'enfer des religions, et pour le plaisir de se frotter aux démons d'Asie.

Sylvain Chardon



Théâtre

# 1336 (Parole de Fralibs)



Une aventure sociale racontée par Philippe Durand. Théâtre de Belleville, jusqu'au 31 mai.

Sur scène, il est seul. Seul pour donner vie à la lutte des 182 salariéEs de Fralib contre la fermeture de leur usine de Géménos, près de Marseille, annoncée par la multinationale Unilever en 2010. Une lutte qui durera 1336 jours... et donnera vie à Scop-Ti et sa marque de thé « 1336 », hommage à un combat de longue haleine. Tour à tour,

Philippe Durand incarne différents acteurs de la lutte, en se faisant la voix de témoignages qu'il a récoltés avec autant de précaution qu'il les retranscrit. Et l'on découvre, bercé par l'accent marseillais, et toujours au plus près de la parole brute, bien plus que la lutte elle-même.

**L'élan du collectif**

On vit le déracinement des salariéEs de l'usine du Havre, fermée en 1998, « reclassés » à l'autre bout de la France, à l'usine de Géménos, la prudence d'abord puis la franche camaraderie qui naît de la rencontre de ces travailleurEs d'horizons bien différents, l'amour

du métier aussi, pour ces alchimistes du thé, et l'écoeurement si répandu du métier qui se transforme, se mécanise, perd sa saveur au gré des impératifs de production. C'est aussi une plongée au cœur des techniques patronales de division, de manipulation, de promesses non tenues... le tout raconté avec la plus grande lucidité par celles et ceux qui ont mené la lutte. Paroles d'ouvrières et d'ouvriers se mêlent presque indistinctement pour dresser un tableau vivant des doutes, de la colère, des joies, des nuits passées sur la parking de l'usine, de l'occupation, des familles mises à rude épreuve... Mais s'il se dégage

un ressenti de tout cela, c'est la fierté de n'avoir pas cédé, l'élan du collectif qui vous porte bien plus loin que quiconque l'aurait imaginé.

**David et Goliath**

Dans ce combat, l'adversaire c'était le géant Unilever, dont le chiffre d'affaires s'élevait déjà à l'époque de la lutte à près de 50 milliards d'euros, avec des dividendes en hausse de 8%, le tout grâce à l'exploitation de 167 000 travailleurEs de par le monde, qu'Unilever n'hésite pas à réduire au chômage si des sites se révèlent moins profitables aux yeux des actionnaires. Et pourtant les Fralib ont pu lui arracher les ateliers, les machines ainsi qu'un capital de plus de 20 millions d'euros pour lancer Scop-Ti, la Société coopérative ouvrière provençale de thé et d'infusions. 58 des 182 travailleurEs licenciés ont ainsi pu retrouver un emploi. Au même moment, les travailleurEs licenciés de SeaFrance créaient la Scop MyFerryLink, laquelle périclitera en 2015, victime d'un marché capitaliste concurrentiel et de la loi du profit, auxquels ne peut échapper aucune Scop dans la société actuelle... Et ce sont aussi ces difficultés que dit la pièce de Philippe Durand, celles de Scop-Ti depuis sa création, qui a bien du mal à garder la tête hors de l'eau financièrement. Une note aigre-douce qui invite à la réflexion, laquelle nous est permise avec d'autant plus de finesse que la pièce offre un tête-à-tête puissant et poétique avec les acteurs de ce combat. Plus qu'un mois pour aller la voir, courez-y !

Joan Arnaud

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « La lutte continue pour que les réfugiés ne soient pas isolés dans des camps de rétention dans les îles »

**Entretien.** Alors que 35 migrantEs sont jugés par la justice grecque en raison de leur participation à une manifestation contre leurs conditions de détention sur l'île de Lesbos, nous avons rencontré **Petros Constantinou**, coordinateur de la Keerfa (Mouvements unis contre le racisme et la menace fasciste), et conseiller municipal Antarsya à Athènes.

**Avec la Keerfa, vous dénoncez notamment « l'Europe forteresse ». Concrètement, de quoi s'agit-il ?**

Les gouvernements des pays de l'UE appliquent des politiques racistes envers les immigrés, en fermant les frontières, en abolissant les droits des réfugiés et l'asile, transformant l'Europe en une forteresse remplie de barrières et de camps de concentration, et la Méditerranée en tombe pour des milliers qui fuient l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Ces politiques ouvrent la voie à une nouvelle montée de l'extrême droite et des partis fascistes en Europe.

Des interventions impérialistes, comme la dernière attaque de l'alliance États-Unis-France-Grande-Bretagne contre la Syrie, déracinent encore plus de personnes de leur pays. Les gouvernements eux-mêmes qui se présentent comme les sauveurs du peuple syrien, ferment leurs frontières aux réfugiés et renforcent les discriminations envers eux. Soixante-dix ans après la signature de la Convention de Genève, le droit à l'asile est miné au nom de politiques de loi, d'ordre et de sécurité et des choix ouvertement racistes avec l'islamophobie en tant qu'expression dominante. Les accords UE-Turquie-Libye depuis mars 2016 tentent de bloquer les réfugiés hors de l'UE en finançant des camps sur le territoire de la Turquie et la Libye, où réapparaît le commerce d'esclaves. Ils militarisent la garde des frontières avec Frontex et l'OTAN. En Grèce, ils imposent l'isolement des réfugiés dans les îles.

Ils désorientent les travailleurEs en accusant les immigrés d'être responsables de la pauvreté et du chômage.

**Comment se manifeste la solidarité avec les migrantEs en Grèce ?**

La résistance en Grèce est massive. En 2015, les réfugiés, avec un énorme mouvement de solidarité dans un pays de travailleurEs appauvris par les mémorandums et la troïka, ont réussi à briser les frontières et arriver partout en Europe. En 2016, les gouvernements de l'UE, notamment avec les accords avec la Libye et la Turquie, se sont retournés contre ce mouvement. Des milliers de travailleurEs et de jeunes, avec leurs syndicats et leurs collectifs, ont soutenu les réfugiés. Aucun n'est resté sans nourriture ni sans toit. Ils ont revendiqué et imposé au gouvernement que les enfants des réfugiés soient inscrits dans les écoles publiques.

**Comment réagit l'extrême droite ?**

Les néonazis d'Aube dorée, derrière le masque du parent indigné, ont essayé d'organiser une réaction à l'inscription des enfants dans les écoles. Ils ont échoué quand les syndicats d'enseignantEs, les associations de parents d'élèves, mais aussi tous les partis de la gauche, le



Manifestation de Keerfa. DR

Parti communiste, Antarsya, Unité populaire, ainsi que des gens de Syriza, ont défendu les écoles et fait plier les fascistes.

Le mouvement en Grèce après l'assassinat de Pavlos Fyssas en 2013 par les néonazis d'Aube dorée, avec un soulèvement massif et une grève générale, a imposé le procès d'Aube dorée et l'emprisonnement de plusieurs de ses cadres. Les fascistes sont isolés et les attaques contre les immigrés provoquent la colère. Le gouvernement Syriza-Anel fait face à d'importantes critiques en raison de la poursuite des politiques racistes. Le 17 mars des milliers de gens ont manifesté à Athènes avec les réfugiés, exigeant l'abolition de l'accord raciste UE-Turquie. Dans les îles de Lesbos, Chios et Samos, des réfugiés entament des grèves de la faim et organisent des manifestations pour gagner la liberté de circulation ; la police attaque

les mobilisations et des réfugiés se retrouvent en procès. La lutte continue pour que les réfugiés puissent s'installer dans les villes et non dans des lieux-ghettos hors des villes, et pour qu'ils ne soient pas isolés dans des camps de rétention dans les îles.

**Comment s'articulent les luttes de solidarité avec les migrantEs et le reste des mobilisations sociales ?**

Le mouvement ouvrier, avec ses luttes et ses revendications, construit le front contre le racisme et contre les fascistes. Les travailleurEs municipaux, les écoles, les hôpitaux revendiquent des fonds et le renforcement des services de santé, d'éducation et de protection sociale, avec plus de personnel afin de pouvoir prendre soin de tous, locaux et immigrés. Ils demandent le droit à l'hébergement pour touTEs, ainsi que le droit au travail sans discriminations.



DR

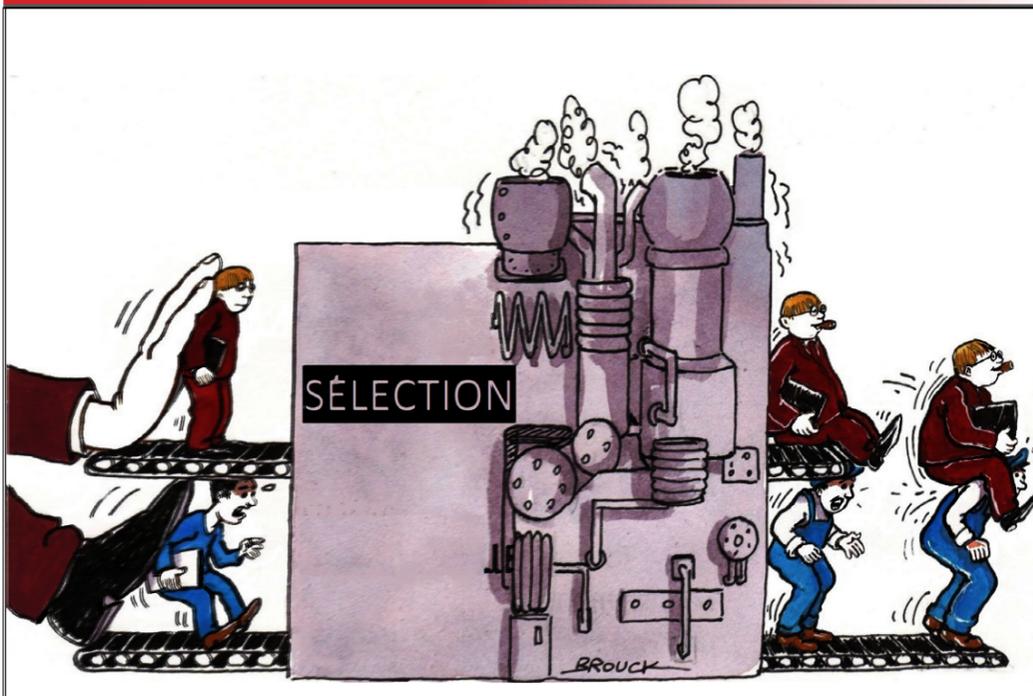
En mai 2017, des travailleurEs immigrés d'une usine de plastique ont fait grève pendant 19 jours quand le patron a frappé un des ouvriers qui demandait ses droits. Ils ont créé un syndicat et ont eu le soutien de toute la gauche. En bravant les intimidations racistes du patron, ils l'ont obligé à accepter un accord. Et quand à nouveau les fascistes ont commencé à organiser des pogroms et des attaques contre des travailleurs agricoles à Aspropyrgos, des manifestations massives ont été organisées dans la région, obligeant la police à cesser de couvrir les fascistes qui ont été ensuite envoyés en prison et les attaques ont cessé.

**Quel rôle pour la Keerfa ?**

Unis dans l'action commune de toute la gauche et des syndicats, la Keerfa mobilise beaucoup de monde qui peut barrer la route au racisme et aux fascistes. Cela a une importance énorme pour que les fascistes ne puissent pas profiter du mécontentement et gagner des gens à cause des compromis du gouvernement Syriza avec les capitalistes, avec son implication dans les antagonismes militaires dans la région, avec l'accord avec Israël et l'Égypte pour le contrôle de nouveaux gisements d'hydrocarbures. La voie reste ouverte pour que les gens qui se sont battus contre les mémorandums continuent de s'orienter vers la gauche même si cette lutte a été trahie par Syriza.

*Propos recueillis par la rédaction*

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**ILS VOIENT BDS PARTOUT.** Pour avoir refusé de recevoir l'équivalent israélien du prix Nobel, qui aurait dû être ponctué par un discours de Nétanyahou, l'actrice américano-israélienne se retrouve au cœur d'une hystérie médiatique et politique.

Sur le papier, c'était le choix le plus consensuel imaginable. Oscarisée, binationale, diplômée de Harvard, les pieds en Amérique mais les racines en Israël, « libérale » dans le sens anglo-saxon du terme, sioniste bon teint à la pointe du combat féministe... Les organisateurs du Prix Genesis pensaient être à l'abri de la controverse. [...]

Mais voilà : Natalie Portman, qui a accepté le prix il y a cinq mois, a finalement décidé de ne pas se rendre à Jérusalem fin juin. Dans un premier temps elle a cité, sans évoquer clairement la situation à Gaza ou le sort des réfugiés africains, des « événements récents extrêmement éprouvants » l'empêchant de « prendre part la conscience libre » au raout en son honneur. La cérémonie a donc été annulée. La comédienne devrait tout de même recevoir le chèque de 2 millions de dollars (1,60 million d'euros) destiné à des associations de son choix.

L'annonce, tombée en pléines cérémonies des 70 ans de l'État, a déclenché l'ire de l'ultra-patriotique ministre de la Culture, Miri Regev. L'icône serait ainsi tombé « comme un fruit mûr dans les mains du BDS [Boycott Désinvestissement Sanctions, ndr] », ce mouvement international qui prône le boycott politique, économique et culturel d'Israël. Une accusation synonyme de haute trahison. Jamais en reste, le sulfureux député Likoud Oren Hazan a demandé que la star hollywoodienne soit déchuée de sa nationalité.

Au bout de vingt-quatre heures d'hystérie médiatique et politique, Natalie Portman a tenu à s'expliquer sur Instagram. Non, elle n'a pas rejoint le BDS. Elle aime toujours « la gastronomie, les livres, l'art et le cinéma » israéliens. Ce qu'elle boycotte, c'est le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, dit « Bibi », qui devait faire un discours lors de la cérémonie. [...]

Pour le quotidien de gauche Haaretz, Portman a inventé le « BibiDS ». Pas de quoi calmer les nerfs de la coalition d'ultra-droite au pouvoir, au contraire. Dimanche, Yuval Steinitz, ministre des Infrastructures intime de « Bibi », l'a accusé « d'avoir une relation à Israël proche de l'antisémitisme », et de « collaborer avec ceux qui nous haïssent ». [...] « Franchement, elle aurait pu être bien plus critique, parler de tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés [à la frontière avec Gaza], remarque le réalisateur israélien Amos Gitai, qui l'a fait tourner en 2005 dans Free Zone. Je pense que ça a dû être douloureux pour elle. [...] »

Guillaume Gendron, « Natalie Portman mise au pilori par l'ultra-droite israélienne », Libération, 23 avril 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)